

La Suisse sur sa montagne de charbon

Le plus grand malfaiteur climatique est de retour.
Et ça se passe tout près de chez vous.



Public Eye

ÉDITO 3

RÉSUMÉ DU RAPPORT 5

1 INTRODUCTION : SON NOM EST CHARBON 11

2 LA CARTE SUISSE DU CHARBON 15

3 PROMÉTHÉE, LE GLAMOUR ET LE MARCHÉ 19

4 LES EXTRACTEURS : LA SUISSE DE RETOUR À LA MINE 23

5 LES NÉGOCIANTS : L'ÉCOSYSTÈME DU CHARBON 29

6 LES BANQUES SUISSES : SIX ANS D'HYPOCRISIE 33

7 LE DEUIL DU SOLEIL 39

NOS REVENDICATIONS : POUR UN MONDE SANS CHARBON 45

NOTES 46

IMPRESSUM

La Suisse sur sa montagne de charbon. Le plus grand malfaiteur climatique est de retour. Et ça se passe tout près de chez vous. Rapport de Public Eye, novembre 2022, 48 pages. Également disponible en allemand et anglais | **Auteurs** Adrià Budry Carbó et Robert Bachmann | **Collaboration** Agathe Duparc, Federico Franchini et Angela Mattli | **Données registre du commerce** Robin Moret | **Édition** Géraldine Viret | **Lectorat** Maxime Ferréol | **Production** Ariane Bahri, Romeo Regenass | **Mise en page** opak.cc | **Illustrations** © opak

ISBN 978-3-907383-07-0

PUBLIC EYE

Avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne | Tél. +41 (0)21 620 03 03 | contact@publiceye.ch
Compte de dons IBAN CH64 0900 0000 1001 0813 5 | publiceye.ch



Public Eye

Commerce de charbon : l'angle mort de la politique climatique suisse

La guerre en Ukraine a mis en évidence notre dépendance à l'égard des énergies fossiles et ses enjeux géopolitiques. Avec la crise énergétique qui s'annonce, l'Europe est confrontée à de grands défis. Ce qui était clair au moins depuis l'Accord de Paris a pris une tournure très concrète : nous devons réduire notre consommation d'énergie, le plus rapidement possible. Dès la mi-août, les premières mesures « volontaires » ont été largement raillées : un appel à se doucher à l'eau froide ou à faire des réserves de bougies. Depuis le 24 février 2022, la sécurité d'approvisionnement est au cœur des débats. Devons-nous geler cet hiver ? C'est la question du moment.

En mars déjà, des voix s'élevaient pour mettre en garde contre un embargo sur le gaz russe. Aujourd'hui, il faut se préparer à des temps difficiles. En raison de l'augmentation du prix du gaz, le charbon a de nouveau la cote. Une renaissance de la source d'énergie la plus polluante ? Un désastre pour la politique climatique, à mille lieues des engagements pris il y a une année. Lors de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Glasgow, les États se sont prononcés en faveur d'une réduction progressive du charbon au niveau mondial. La Suisse a également soutenu cette revendication et a même cosigné plusieurs appels publics en faveur de l'objectif encore plus ambitieux d'une sortie du charbon. Ces paroles doivent aujourd'hui être suivies d'actes. Car le changement climatique, lui, ne reculera pas, comme l'ont montré les phénomènes extrêmes de cet été 2022. Il est dès lors essentiel que les plans de sortie des énergies fossiles et les objectifs de réduction des émissions soient concrétisés lors de la Conférence sur le climat qui se tient cet automne à Charm el-Cheikh, en Égypte, et qu'ils s'inscrivent enfin dans un cadre contraignant. Car le changement climatique n'est pas un sujet d'ascenseur, mais une menace globale qui nous concerne toutes et tous.

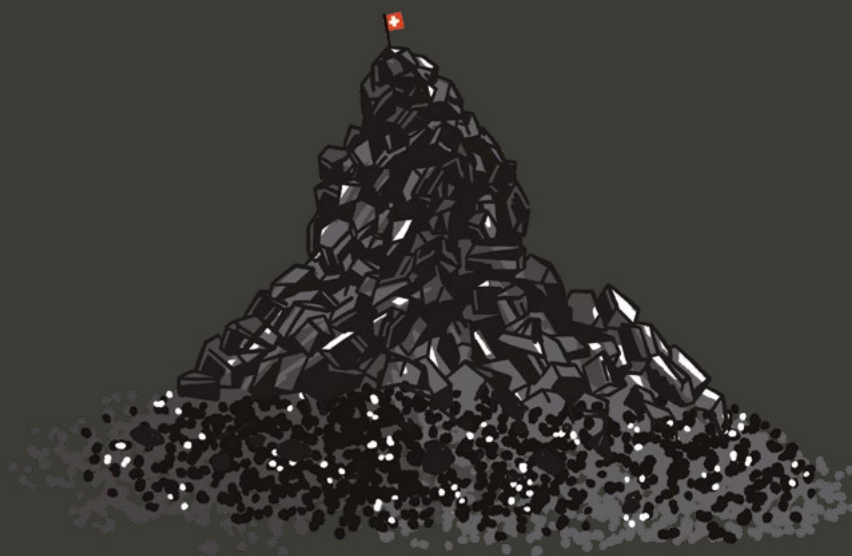
Notre rapport révèle le rôle de premier plan joué par la Suisse dans le commerce mondial de charbon. 245 entreprises suisses sont actives dans le négoce ou l'extraction de cette matière première néfaste pour le climat. Elles couvrent 40 % du commerce mondial de charbon et en extraient plus de 500 millions de tonnes par an. Les émissions indirectes de CO₂ que ce charbon extrait génère en une année sont supérieures à celles des États-Unis. Un angle mort de la politique climatique de la Suisse.

La position dominante de la Suisse dans le commerce de charbon lui permettrait d'avoir une influence sur la politique climatique. Elle lui confère aussi une responsabilité qu'elle n'assume pas à ce jour. Cette inaction doit cesser. Au lieu de se limiter à des conseils sur la douche ou les bougies, les autorités politiques doivent prendre des mesures liant sécurité énergétique et objectifs climatiques. Le but : un vrai changement de paradigme énergétique. Public Eye fait des propositions concrètes dans ce rapport.

Je vous souhaite une très bonne lecture !

Angela Mattli

Direction thématique matières premières, commerce et finance



Résumé du rapport

Le charbon est l'énergie fossile la moins chère et la plus abondante sur Terre pour produire de l'électricité. Une promesse de développement pour un quart de l'humanité. Mais c'est aussi la plus polluante. À lui seul, il est responsable de 40 % de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂), et ses impacts environnementaux et sociaux sont dramatiques. Pourtant, en dépit des engagements pris par l'Accord de Paris – signé en 2015 par 196 États, dont la Suisse –, le charbon est revenu en force, porté par la sortie de la pandémie, la guerre en Ukraine et le désordre sur les marchés énergétiques.

Sur le plan mondial, le charbon représente un quart du mix énergétique. Le minéral qui a nourri la révolution industrielle n'aura jamais été autant extrait, échangé et consommé qu'en 2022, année durant laquelle la production devrait dépasser huit milliards de tonnes. C'est 72 % de plus qu'au début du millénaire. Ce qui fait dire à l'historien des sciences français Jean-Baptiste Fressoz, lors de sa conférence « Une histoire politique du CO₂ » : « Il n'y a jamais eu de transition énergétique ».

LA SUISSE, PLAQUE TOURNANTE DU NÉGOCE DE CHARBON

Cette renaissance du charbon profite directement à la Suisse, comme le révèle le rapport de Public Eye, fruit d'une année d'enquête sur ce secteur discret et mal-aimé. Avec la financiarisation et l'internationalisation du marché du charbon, la Suisse a une fois de plus tiré son épingle du jeu, accueillant de grands groupes miniers dès le début des années 2000 et donnant naissance à un véritable écosystème de la suie entre Zoug, Genève et Lugano. En écumant les registres du commerce cantonaux, Public Eye a découvert que la Suisse abrite 245 sociétés actives dans la production et la commercialisation de charbon, dont 54 à Zoug, 78 à Genève et 55 au Tessin.

La Suisse a fermé sa dernière mine de charbon au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Septante-cinq ans plus tard, 40 % du commerce mondial de charbon est négocié depuis le sol helvétique, selon nos estimations. Les sociétés minières qui ont installé leur siège ou une branche commerciale en Suisse extraient ensemble plus de 536 millions de tonnes de charbon par an. Ce qui représente, en comptabilisant les émissions liées à l'extraction, au transport et à la transformation en électricité, près de 5,4 milliards de tonnes de CO₂ rejetées dans l'atmosphère. Soit plus que les émissions de la première puissance mondiale, les États-Unis. Un angle mort de la politique climatique de la Suisse.

L'attrait de ces sociétés pour la Confédération ne se résume pas à un fuseau horaire propice à commercer avec tous les continents. Au rang des principaux avantages comparatifs de la Suisse, citons une fiscalité avantageuse; la proximité avec les banques helvétiques et européennes, promptes à investir des capitaux; la stabilité politique et monétaire; une logistique facilitée ainsi qu'une certaine culture du laisser-faire économique et réglementaire.

GLENCORE, ROI DU CHARBON

En Suisse, il est impossible de parler « charbon » sans évoquer Glencore. Le géant de Baar possède aujourd'hui 26 mines et domine le marché, même s'il préfère vanter ses investissements dans le cobalt et le cuivre, essentiels à la transition écologique. Sa *success story*, débutée dans les années 1980 sous la bannière de Marc Rich & Co, du nom de son illustre fondateur, a posé à Zoug les premières pierres de la place suisse des matières premières.

C'est sous l'impulsion d'Ivan Glasenberg, futur directeur général du groupe, que Glencore a investi massivement dans le charbon dès la fin des années 1990. Grâce à sa fusion avec le géant minier Xstrata, en 2013, Glencore est devenu le leader incontesté de la suie. Son pouvoir est tel qu'il a attiré dans son sillage d'autres entreprises et suscité des vocations chez de plus petits négociants sur un marché que l'on croyait mort et (pratiquement) enterré.

ZOUG, PARADIS DES EXTRACTEURS RUSSES

Ce mouvement vers la Suisse a été initié après la chute de l'URSS par les groupes miniers russes, qui ont profité de leur nouvelle liberté économique pour mettre un pied au cœur de l'Europe, en Suisse. SUEK, Sibanthracite, Evraz ou SDS : ces sociétés ont en commun d'être nées de la vague de privatisation qui a suivi l'implosion de l'URSS, de produire leur charbon en Sibérie, et surtout d'être dirigées par des « self-made men » proches du Kremlin.

Le groupe SDS est le premier à prendre ses quartiers dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures en 2000, avec sa branche commerciale MIR Trade AG. Les autres sociétés préfèrent le canton de Zoug. Parmi les locataires de la Baarerstrasse à Zoug figure la Société d'énergie et du charbon de Sibérie (SUEK), plus gros producteur de Russie, dont la filiale de négoce était domiciliée à Zoug depuis 2004. En mars 2022, son fondateur, le milliardaire russe Andreï Melnitchenko, s'est empressé de faire de sa femme la bénéficiaire du trust qui détient SUEK, avant qu'elle-même ne soit rattrapée par les sanctions à l'encontre de la Russie. Le groupe a depuis transféré son bras commercial à Dubaï.

Ces sociétés forment à Zoug le premier angle du triangle charbonnier helvétique. Pour le canton, c'est une aubaine. Discrets et volontiers philanthropes, ces contribuables ne génèrent pas d'externalités négatives, le charbon ne transitant que de façon comptable sur le territoire. Jusqu'aux sanctions, 75 % des 212 millions de tonnes de charbon russe exportées au niveau mondial en 2021 étaient commercialisées depuis la Suisse. L'incertitude plane désormais quant à l'avenir de ces sociétés dans les contrées zougaises.

GENÈVE MONTE DANS LE TRAIN DU CHARBON

À ces groupes spécialisés dans le charbon se joignent d'autres sociétés en quête de diversification énergétique. Elles sont domiciliées du côté de Genève, deuxième angle du triangle charbonnier helvétique. À l'instar du groupe Mercuria, souvent perçu comme un pur négociant, mais qui possède, en réalité, deux mines de charbon (sur l'île de Bornéo et en Afrique du Sud).

C'est aussi dans la Cité de Calvin qu'on trouve « la nouvelle vague » des extracteurs de charbon. Le groupe indien Adani y a installé, en 2020, sa branche commerciale, domiciliée chez une fiduciaire de la place. L'Inde, dont près de la moitié des foyers n'ont pas accès à l'électricité, a faim de charbon. Selon l'Agence internationale de l'énergie, elle devrait ajouter 130 millions de tonnes à la consommation mondiale annuelle d'ici à 2024.

À LUGANO, UN PONT D'ACIER POUR LE CHARBON

Le Tessin est le troisième angle du triangle charbonnier helvétique. Une société domine le paysage : Duferco S.A. Ce négociant d'acier a été implanté à Lugano dans les années 1980 par Bruno Bolfo, un entrepreneur italien à l'origine de la place luganaise des matières premières et qui est parvenu à former des alliances avec les principaux producteurs d'acier russes et ukrainiens.

Le développement de Duferco a fait germer les entreprises énergétiques dans la région, qui bénéficient notamment de la proximité avec les banquiers d'UBS, Credit Suisse, Banca dello Stato ou Banca Zarattini. La fiscalité avantageuse a également permis d'attirer au Tessin les antennes commerciales de sociétés italiennes.

À côté des négociants d'acier s'est formé un important réseau de sociétés actives dans la commercialisation du charbon. Elles se nomment Flame, Bulk, Spark Energy Resources, Genesis Trade ou Lyra Commodities. Spécialisées dans le négoce de charbon et de tous ses dérivés, ces sociétés en achètent dans différentes parties du monde pour le revendre aux grandes aciéries et cimenteries, de plus en plus souvent situées en Asie.

L'HYPOCRISIE DES BANQUES SUISSES

Depuis que la Suisse a signé en 2015 l'Accord de Paris visant une diminution des émissions de gaz à effet de serre, ses établissements financiers ont prêté 3,15 milliards de dollars US à l'industrie helvétique du charbon, selon notre analyse des données du cabinet de recherche néerlandais Profundo. Entre 2016 et 2020, les sommes annuelles levées par les producteurs et négociants ont augmenté de 72%.

Les banques suisses pointent au dixième rang mondial des bailleurs de fonds du charbon. Dans le laps de temps entre l'Accord de Paris et septembre 2022, l'industrie suisse du charbon a levé – auprès de banques françaises, japonaises, étasuniennes, russes ou suisses – un total de 72,9 milliards de dollars. À lui seul, Credit Suisse a fourni plus de la moitié des fonds helvétiques alloués à ce marché. Parmi ses meilleurs clients : Trafigura, Glencore ainsi que les extracteurs russes Sibanthracite et SUEK. À noter aussi la participation des banques cantonales (Zurich, Vaud et Genève), dont l'actionnariat public inviterait pourtant au respect des engagements politiques pris par la Suisse à Paris.

Les critères d'exclusion définis par les banques sont façonnés de telle manière que les grands groupes diversifiés passent à travers les mailles des promesses climatiques. Aucun des engagements pris par les banques suisses analysés par Public Eye n'exclurait, par exemple, un financement du business de Glencore lié au charbon. Face à la pression environnementaliste, le financement se fait par ailleurs plus discret. Selon l'ONG française Reclaim Finance, 90% du financement accordé aux sociétés actives dans le charbon passe par des lignes de crédit non contraignantes quant à

leur utilisation (*corporate loans*) ou des « *underwritings* ». Grâce à cet instrument, basé sur l'émission d'obligations par les sociétés, les établissements financiers ne sont pas contraints d'inscrire le charbon à leur bilan comptable.

NOS REVENDICATIONS

Le dérèglement climatique et la crise énergétique engendrée par la guerre en Ukraine montrent à quel point il est urgent de s'affranchir des énergies fossiles. Lors de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Glasgow, il y a un an, les États se sont prononcés en faveur d'une réduction progressive du charbon au niveau mondial. La Suisse a également soutenu cette revendication et a même cosigné plusieurs appels en faveur de l'objectif encore plus ambitieux d'une sortie du charbon. Ces paroles doivent être suivies d'actes. Il est essentiel que les plans de sortie des énergies fossiles et les objectifs de réduction des émissions soient concrétisés lors de la Conférence sur le climat qui se tient cet automne à Charm el-Cheikh, en Égypte, et qu'ils s'inscrivent enfin dans un cadre contraignant.

La position dominante de la Suisse dans le commerce de charbon lui permettrait d'avoir une influence sur la politique climatique mondiale. Elle lui confère aussi une responsabilité qu'elle n'assume pas à ce jour. Cette inaction doit cesser, au profit d'un changement de paradigme énergétique auquel tous les acteurs doivent contribuer.

Vous pouvez lire nos revendications détaillées pour un monde sans charbon à la page 45.



*« Des hommes poussaient,
une armée noire, vengeresse,
qui germait lentement dans
les sillons, grandissant pour les
récoltes du siècle futur, et
dont la germination allait faire
bientôt éclater la terre. »*

Germinal, Émile Zola, 1885



Un mineur tient dans ses mains des morceaux de charbon sur un site à Cucunubá, en Colombie. Le pays est l'un des plus gros exportateurs mondiaux de charbon et mise toujours beaucoup sur cette matière première.
© Nicolo Filippo Rosso/Bloomberg via Getty Images

1

Son nom est charbon

La plus polluante des énergies fossiles marque son grand retour dans le XXI^e siècle. Sortie de la pandémie, guerre en Ukraine, désordre sur les marchés énergétiques : tout semble bénéficier au charbon. Jamais il n'aura été autant extrait, échangé et consommé qu'en 2022. Une aubaine pour la place économique suisse, qui assure quelque 40 % de son commerce à travers 245 sociétés. Six années d'hypocrisie ont passé depuis les engagements climatiques de la Suisse dans l'Accord de Paris. Six années durant lesquelles les banques suisses ont prêté 3,15 milliards de dollars à l'industrie du charbon helvétique.

Un bout de charbon emballé comme un cadeau et portant un prénom. Dans certains foyers, c'est la menace qui plane sur les enfants pendant les fêtes de Noël. En Espagne, au lendemain de la cavalcade des Rois mages, les pires garnements retrouvent, à côté – ou même en lieu – de leur cadeau, un morceau de cette roche sédimentaire, taillée à la mesure de leurs pitreries. Un rite de passage auquel les adultes de la famille Carbó – ma famille – s'adonnaient avec d'autant plus de gausserie que le patronyme signifie littéralement « charbon ». Voilà pour l'anecdote personnelle. Sur le plan pédagogique (du moins dans certaines parties du monde), le charbon est définitivement associé à la déception qui tache les mains. À la rançon d'une année d'indiscipline, une punition.

Adrià Budry Carbó, co-auteur et coordinateur du rapport

LE CHARBON, L'ENFANT MAL-AIMÉ

Dans la famille des énergies fossiles, le charbon est en effet le parent pauvre. Contrairement à son cousin pétrolier, le charbon semble dénué de tout glamour. Il n'évoque ni les grandes fortunes construites sur le pétrodollar ni les intrigues géopolitiques, mais les travers de la révolution industrielle, des « images de mineurs de charbon couverts de suie quittant péniblement les mines, faisant vivre leur famille désespérément pauvre dans de sinistres petites villes créées par leur entreprise », soutient Barbara Freese dans son remarquable ouvrage *Coal, A Human History*.¹ Issu d'un secteur qui a appris à se faire discret et vit désormais constamment sur la défensive, ce négociant de charbon le formule plus prosaïquement : « Le pétrole a tout simplement de meilleurs communicants ».

Le charbon n'a pourtant été relégué ni aux archives personnelles ni aux livres d'Histoire. Le minéral qui a porté la révolution industrielle est revenu plus fort que jamais. Jamais il n'a été autant extrait, transporté et consommé qu'en 2022², année durant laquelle la production devrait dépasser la barre symbolique des huit milliards de tonnes. C'est 72 % de plus qu'au début du millénaire. Ce qui a fait dire³ à l'historien des sciences français Jean-Baptiste Fressoz, lors de sa conférence « Une histoire politique du CO₂ » : « Il n'y a jamais eu de transition énergétique ». La croissance démographique, l'électrification et le désordre sur les marchés énergétiques assurent un bel avenir au Roi Charbon. Avec la financiarisation et l'internationalisation de son marché, la Suisse a une fois de plus tiré son épingle du jeu, accueillant les sièges des grands groupes miniers dès le début des années 2000 et donnant naissance à un véritable écosystème de la suie

entre Zoug, Genève et Lugano. C'est dans ce triangle charbonnier – notre industrie helvétique du charbon – que grouillent pas moins de 245 sociétés actives dans la production et la commercialisation de cette roche venue du fond des âges.

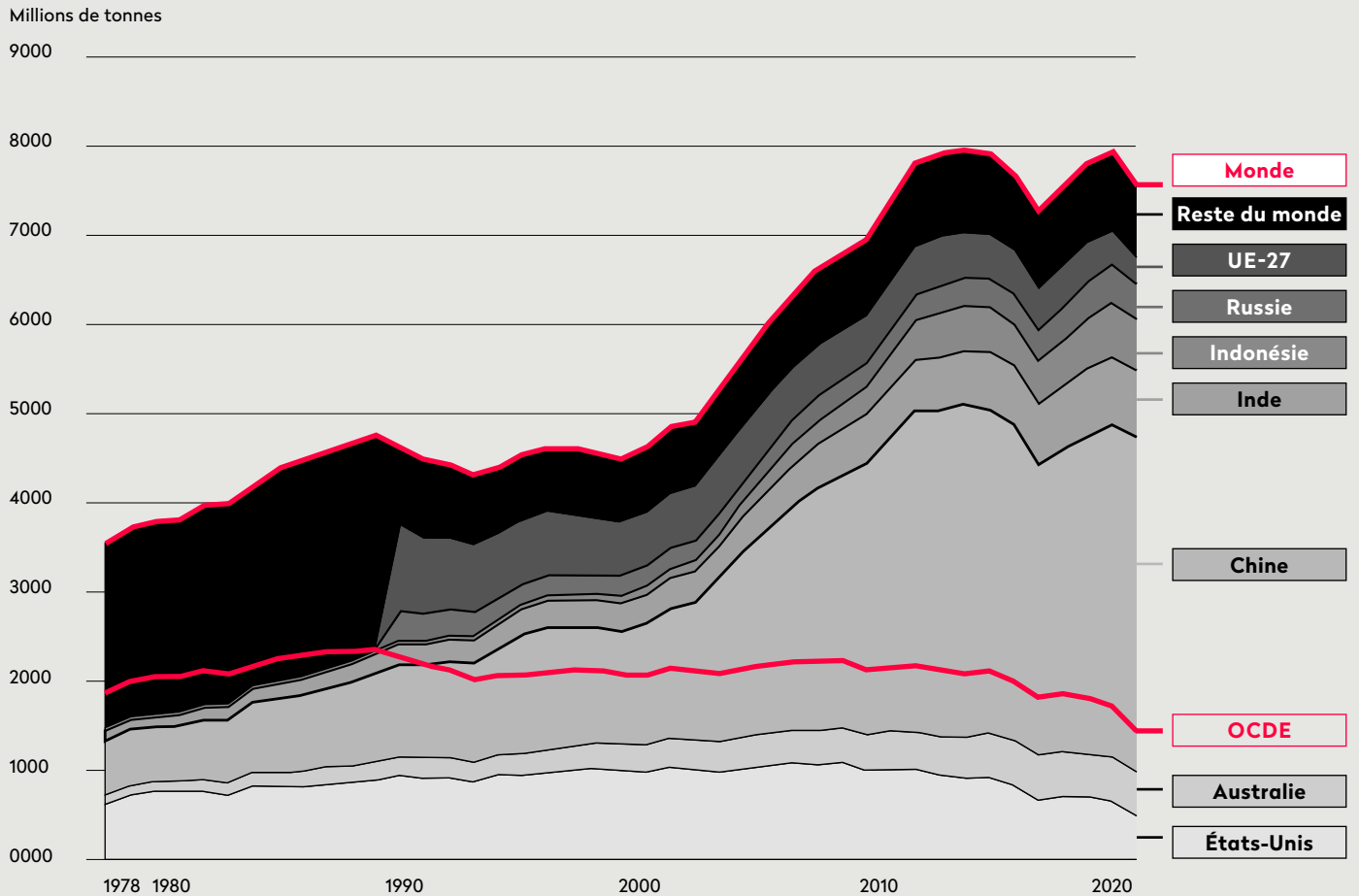
« Et pourquoi s'en priverait-on ? Le charbon est l'énergie fossile la moins chère et la plus abondante sur Terre, elle est incontournable pour faire sortir un quart de l'humanité de la pauvreté énergétique », assure un autre trader, acceptant d'évoquer son métier avec Public Eye pour ce rapport, qui a nécessité un an de recherche. Si le charbon a permis à l'Europe puis aux États-Unis de s'élever au rang de superpuissance, pourquoi en priverait-on les anciens pays colonisés ?

L'argument développementaliste revient en boucle dans le secteur. Il ne saurait être écarté d'un revers de main. L'enjeu de l'électrification d'une partie du continent africain et des pays du Sud de l'Asie reste fondamental dans la lutte contre le décrochage économique. Mais il ne faut pas non plus s'y tromper : le charbon reste à ce jour la matière première avec le pire ratio énergie produite/pollution. À lui seul, il est responsable de 40 % de l'augmentation⁴ des émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Il est l'agent le plus polluant sur Terre.

Les pays à revenu faible ou intermédiaire devraient donc éviter de tomber dans les mêmes pièges que l'Europe en se liant à long terme avec la suie, en investissant dans de nouvelles centrales à charbon. Une énergie certes facile d'accès et relativement bon marché, mais dont les externalités négatives restent inquantifiables et sont, la plupart du temps, ignorées par les partisans du tout-charbon. Les États comme la Suisse, qui se sont engagés pour une sortie mondiale du charbon lors de la Conférence de Glasgow de 2021, ont aussi une responsabilité à assumer. Ils doivent soutenir les pays plus défavorisés économiquement dans cette transition énergétique, en commençant par réduire leurs émissions de CO₂, notamment celles générées par leur place financière et de négoce de matières premières. C'est là la seule façon de garantir un approvisionnement fiable en énergies renouvelables à l'échelle mondiale. Le charbon est certes facile d'accès et relativement bon marché, mais dont les externalités négatives restent inquantifiables et sont, la plupart du temps, ignorées par les partisans du tout-charbon.

Les pages qui suivent entendent rendre au charbon ce qui appartient au charbon. Elles sont écrites non sans une certaine admiration pour cette matière qui a façonné notre âge, mais aussi sans concession face à ses répercussions environnementales et sociales. Pour que ces cadeaux qui tachent les mains ne soient plus qu'un lointain souvenir.

GRAPHIQUE 1 - PRODUCTION MONDIALE TOTALE DE CHARBON, 1978-2020



Malgré un déclin autour de la pandémie de Covid-19, nous consommons aujourd'hui plus de charbon que jamais. Sur une production mondiale de 7517 millions de tonnes en 2020, la plus grande part revient à l'Asie, où la Chine est de nouveau, et de loin, le premier producteur de charbon, suivie de l'Inde et de l'Indonésie.



Jamais le charbon n'a été autant extrait, transporté et consommé qu'en 2022, année durant laquelle la production devrait dépasser la barre symbolique des 8 milliards de tonnes.



Vue aérienne de la mine à ciel ouvert de charbon de Mount Owen, en Nouvelle-Galles du Sud en Australie. Elle est détenue par Glencore qui est le plus grand producteur de charbon d'Australie, avec 15 exploitations minières actives en 2022.

© Brendon Thorne/Bloomberg via Getty Images

2

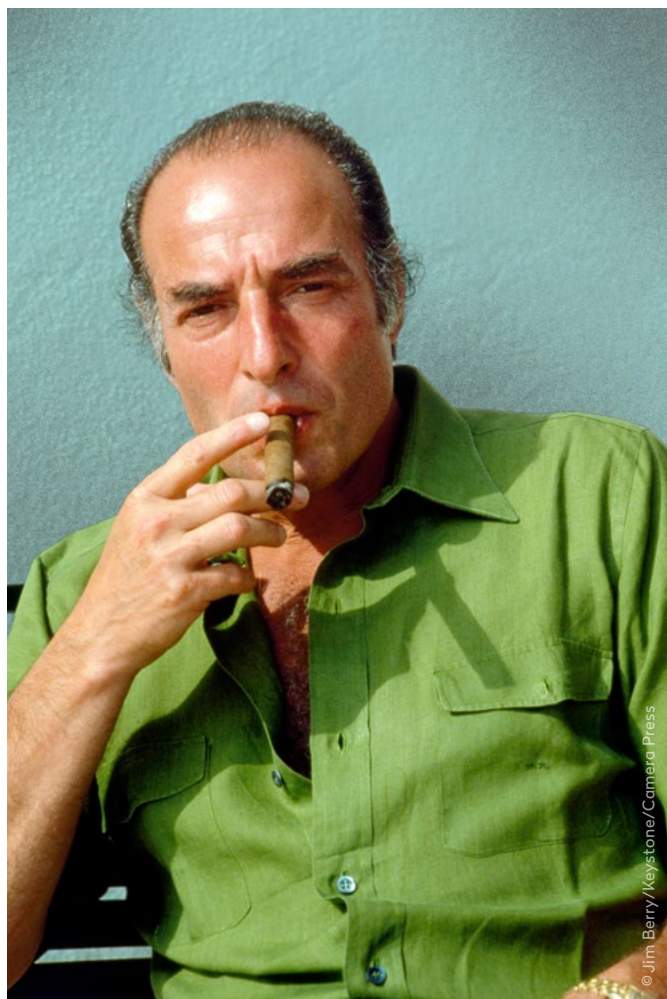
La carte suisse du charbon

Le duo qui a fait de la multinationale Glencore ce qu'elle est aujourd'hui a posé, dans les années 1990 à Zoug, les premiers jalons du « hub » helvétique du charbon.

L'aimant du plus gros exportateur mondial a attiré d'autres groupes miniers et négociants, qui se sont aussi progressivement installés sur les places financières de Lugano et de Genève. La Suisse compte désormais 245 sociétés actives dans le charbon.

La Suisse a fermé sa dernière mine de charbon au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il y a 75 ans. Elle est pourtant devenue un poids lourd du négoce international de charbon autour des années 2000. Qu'ils soient russes, étasuniens ou indiens, les plus grands groupes miniers de la planète se sont installés entre Zoug, Genève et le Tessin à un rythme qui ne tient rien du hasard.

À la genèse du « hub » charbonnier suisse, on retrouve deux figures bien connues du monde du négoce et de la justice étasunienne : Marc Rich et Ivan Glasenberg. Surnommé le « par-rain du pétrole » par les journalistes de l'agence d'information financière Bloomberg Javier Blas et Jack Farchy dans leur livre *The World for Sale* (non-traduit)⁵, Marc Rich a « façonné » la place suisse des matières premières en s'installant à Zoug en 1983, après avoir fui la justice étasunienne qui l'accusait d'évasion fiscale et de détournement de l'embargo sur le pétrole iranien. C'est donc à Zoug que l'homme au cigare a choisi de créer la société Marc Rich & Co. Celle-ci engage, en avril 1984⁶, un jeune trader sud-africain aux dents longues et une idée fixe : le charbon a devant lui un avenir radieux. Ensemble, Marc Rich



Marc Rich, le fondateur du géant zougais des matières premières Glencore, prenant du bon temps dans l'une de ses maisons en Espagne.

et Ivan Glasenberg posent les premiers jalons du futur « hub » helvétique du charbon.

LE « MEC » DU NIVEAU SUPÉRIEUR

Quand Marc Rich & Co entre au capital de la société Xstrata en 1990, cette dernière s'appelle encore Südelektra et se spécialise dans le financement de grands projets d'infrastructures électriques en Amérique latine. Sous la baguette de son nouvel actionnaire majoritaire, elle se sert de sa cotation boursière pour lever des fonds pour le compte de Marc Rich, entamant ainsi sa diversification dans le secteur minier.⁷

Au même moment, Ivan Glasenberg est nommé à la tête du département charbon de Marc Rich & Co – qui prendra le nom de Glencore en 1994. Pour Marc Rich, aucun doute : Ivan, c'est « le mec qui amènera tout simplement Glencore au prochain niveau ». ⁸ Dès 1998, celui-ci pousse la société à s'endetter pour acheter des mines de charbon. Les cours des matières premières sont alors au plus bas, à la veille d'un supercycle, une période prolongée caractérisée par une croissance de la demande supérieure à l'offre, qui fera le bonheur du secteur. Le pari est gagnant. Jusqu'ici pur négociant, Glencore s'offre un accès sécurisé à des dizaines de millions de tonnes de charbon, ainsi que la possibilité d'influer sur son prix en jouant sur la production. En 2000, Glencore est déjà le plus gros exportateur mondial de charbon thermique, dont il assure un sixième des échanges mondiaux.⁹

Mais la vie de ces sociétés n'est pas un long fleuve tranquille. En 2002, alors que Glencore a urgemment besoin de liquidités, sa direction échafaude un plan qui créera d'un coup de baguette deux géants du charbon à Zoug. Cotée à Londres et Zurich, Xstrata vend 1,4 milliard de dollars d'actions pour racheter les mines de charbon australiennes et sud-africaines de Glencore. L'ancien groupe de Marc Rich se spécialise à nouveau dans le négoce de charbon, désormais produit par Xstrata, dont il est aussi le principal actionnaire à hauteur de 39 %. Glencore tient son empire, Zoug son hub charbonnier.

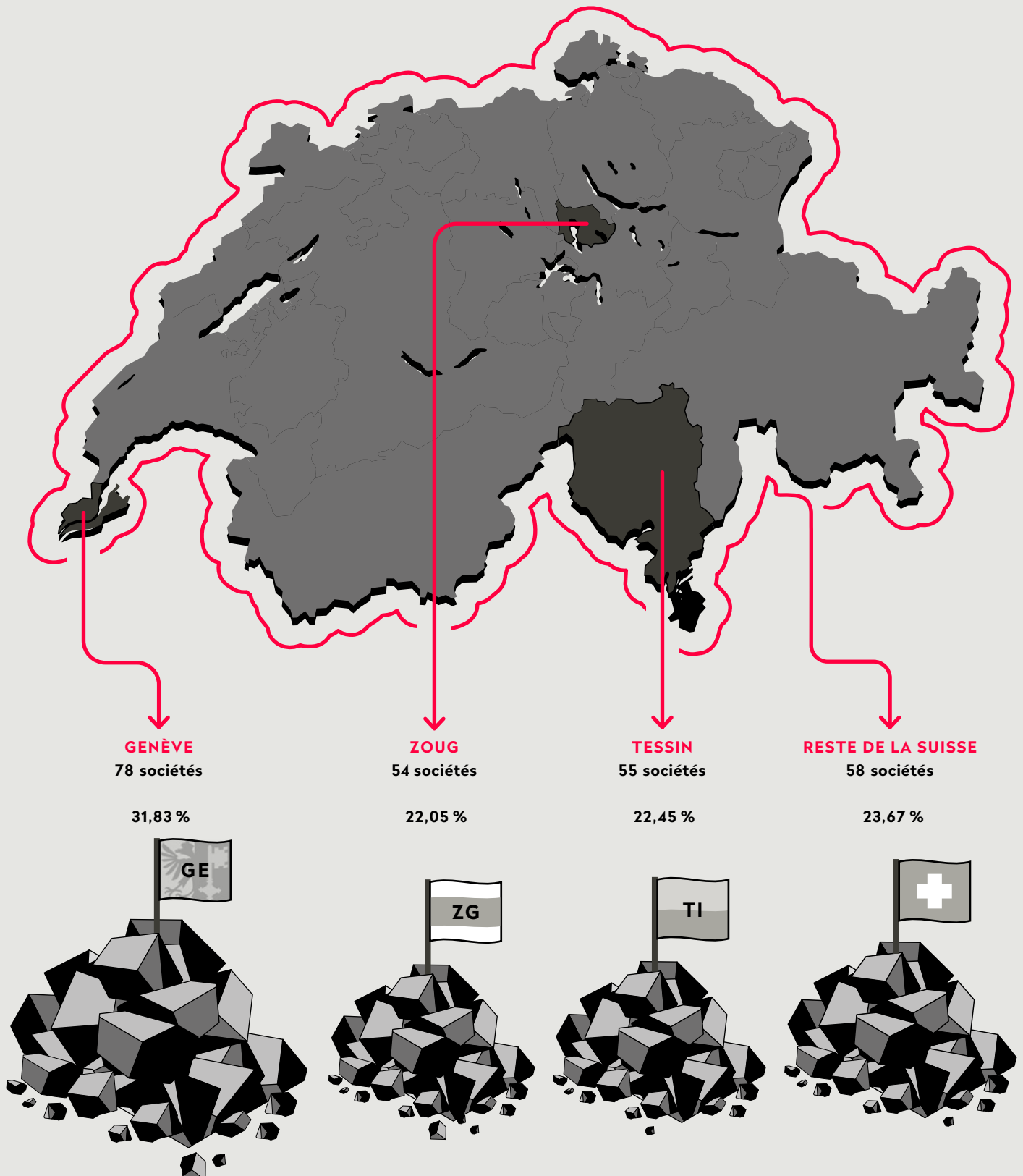
En 2013, Xstrata est finalement avalée par Glencore, qui a financé l'opération en ouvrant deux ans plus tôt son capital sur la Bourse de Londres. Le groupe dirigé par Ivan Glasenberg est désormais le leader incontesté du charbon. Son pouvoir est tel qu'il a attiré dans son sillage d'autres entreprises et suscité des vocations chez de plus petits négociants sur un marché que l'on croyait mort et (pratiquement) enterré. Au début des années 2000, la plupart des groupes miniers internationaux établissent leur branche commerciale et/ou leur siège à Zoug, Lugano ou Genève. Autour d'eux essaient des dizaines de traders spécialisés dans la vente d'une matière première qui est soudainement devenue globale. La Suisse devient la plaque tournante du négoce international de charbon.

Selon le décompte de Public Eye, la Suisse compte aujourd'hui 245 sociétés inscrites au registre du commerce dans le but de commercialiser du charbon extrait dans des mines leur appartenant, acheté sur les marchés, ou dans des transactions de gré à gré ; ou de prodiguer des services financiers en lien avec le charbon ou un quelconque de ses dérivés. À Zoug, le décompte se monte à 54 sociétés, au Tessin 55, et à Genève 78.

GRAPHIQUE 2 – 245 SOCIÉTÉS EN SUISSE SONT ÉTROITEMENT LIÉES AU CHARBON

Selon le décompte de Public Eye, la Suisse compte aujourd'hui 245 sociétés inscrites au registre du commerce dans le but de commercialiser du charbon extrait dans des mines leur appartenant, acheté

sur les marchés, ou dans des transactions de gré à gré ; ou de prodiguer des services financiers en lien avec le charbon ou un quelconque de ses dérivés.





Gravure sur bois représentant Londres vers 1890. La cité est envahie par la pollution due au charbon. Sa combustion entraîne de nombreux problèmes pulmonaires. | © Ann Ronan/Alamy

3

Prométhée, le glamour et le marché

Converti en chaleur, transformé en mouvement ou utilisé pour alimenter les hauts fourneaux de l'industrie, le charbon a offert aux Terriens la puissance de mille soleils enfouis par les siècles. En échange, son coût humain et environnemental a durablement marqué nos sociétés. Même s'il n'a plus bonne presse, le charbon réussit – en toute discrétion – son grand *revival*.

Le charbon n'existe pas. Entre les briquettes de bois du barbecue dominical et le charbon de coke (de nature minérale) utilisé dans les hauts fourneaux, en passant par la tourbe, le langage populaire désigne des réalités tellement diverses que l'on peine à saisir ce qui les réunit. C'est le paradoxe : le charbon est tant la plus ancienne des énergies fossiles qu'une construction sociale et économique dont il n'existe pas de définition stricte et scientifique.¹⁰ Ni, d'ailleurs, de véritable standardisation commerciale de sa forme et de sa qualité.

Né de la décomposition de plantes tropicales qui peuplaient les zones humides et chaudes du globe, le charbon s'est gagné – pendant la révolution industrielle anglaise (1760-1913) – le surnom de *buried sunshine*. Soit un concentré de « soleil enterré » par des dizaines de millions d'années et contenant assez d'énergie pour transformer durablement notre planète. De la tentative d'approvisionner cet éclat d'énergie sont nées la première vague de mondialisation, la colonisation européenne et l'ère anthropocène. Soit la période géologique dans laquelle l'humain est devenu l'acteur central, capable d'affecter durablement son environnement.

Pour les besoins de cette étude, nous retiendrons le concept de charbon comme une famille de roches sédimentarisées, com-

bustibles et issues de végétaux. Du lignite à l'antracite, il existe des variétés infinies de charbon en fonction de la teneur en carbone (son pouvoir calorifique) et en matières volatiles (CO₂, méthane et autres hydrocarbures) libérées au moment de la combustion. Le principe de base est le suivant : plus le charbon est ancien et enterré profondément, plus son pouvoir calorifique est élevé.¹¹ La teneur en carbone de l'antracite (90 %) est par exemple bien supérieure à celle du lignite, l'entrée de gamme de cette roche sur le marché.

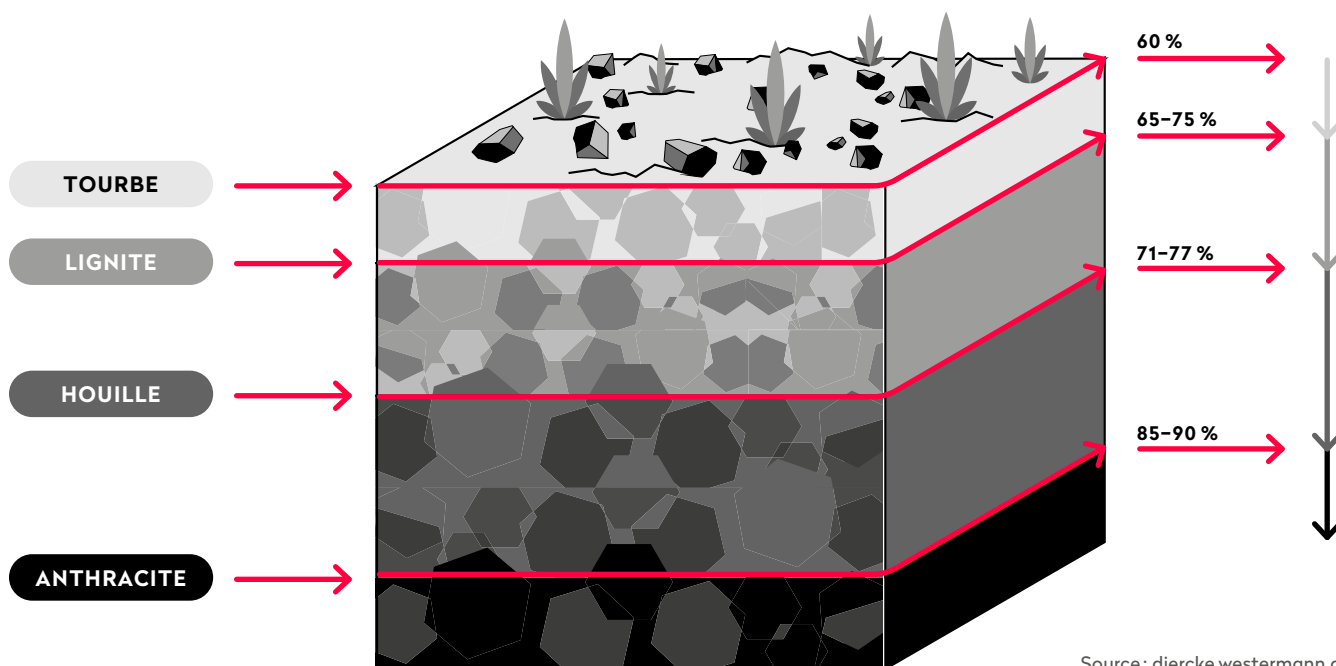
On distingue deux grandes catégories d'usage du charbon minéral :

- Le **charbon thermique** se destine à des centrales à charbon en vue d'être transformé en électricité. Ce qui représente environ 70 % de son utilisation.
- Le **charbon métallurgique** est destiné à chauffer les hauts fourneaux, principalement des aciéries (environ 15 %). La part restante est répartie entre les industries du ciment, du papier et de la céramique.

GRAPHIQUE 3 – LA FORMATION DU CHARBON, UN LONG CHEMIN

PRINCIPAUX TYPES DE CHARBON

TENEUR EN CARBONE



Source : diercke.westermann.de

Le charbon s'est formé pendant des millions d'années à partir de plantes mortes. Après avoir été recouvertes de couches de terre, elles ont été soumises à de fortes pressions et à la chaleur. C'est ainsi que se sont formés la tourbe, le lignite, la houille et enfin l'antracite (ou graphite). L'antracite est le meilleur combustible en raison de sa teneur élevée en carbone.

UNE DESTINÉE MANIFESTE

Venu de notre sous-sol, le charbon minéral dispose d'un pouvoir calorifique bien supérieur au charbon de bois. Il brûle mieux et bien plus longtemps. Le charbon amène le soleil des tropiques dans le Grand nord, fond l'acier, transforme la chaleur en mouvement. Il a offert à la Grande-Bretagne la maîtrise de l'acier et des mers, lui donnant au moins un demi-siècle d'avance sur la révolution industrielle. Plus qu'assez pour renforcer la conviction que la nation avait une destinée manifeste de puissance mondiale.¹² Les territoires dotés de larges réserves de charbon y voient vite un cadeau de la providence. Ils offrent à un groupe de sociétés triées sur le volet la puissance de millions d'années de soleil, stockée en attente de leurs besoins futurs. Ce concentré d'énergie devient dès lors étroitement lié à la notion de civilisation. Mais ce pouvoir a aussi un prix.

En 1860, l'Angleterre produit à elle seule plus de charbon que le reste de l'humanité. Avec ses trois millions d'habitants, Londres est la plus grande ville sur Terre, le cœur de l'Empire et le carrefour des cultures. Or, la suie plonge fréquemment les rues de la capitale dans l'obscurité pendant des journées entières.¹³ Ces « ténèbres que l'on peut toucher » – pour reprendre une expression de l'époque du quotidien *The Times* – provoquent une hécatombe sanitaire, notamment parmi les enfants.

En 1886 aux États-Unis, qui sont entre-temps devenus la nouvelle puissance du charbon, on estime que 31 % des décès dans la région minière de Cincinnati sont liés à des maladies pulmonaires : la tuberculose, la pneumonie et la bronchite.¹⁴ En se consumant, le charbon libère plus de dioxyde de carbone que les autres énergies fossiles. Deux fois plus que le gaz naturel, un tiers de plus que le pétrole.¹⁵ C'est le coût de la suie.

Pendant des décennies, le charbon est associé – dans l'imaginaire collectif – à des images dickensiennes d'enfants en haillons, recouverts de suie, mendiant un bout de pain ou traînant le long des voies en quête d'un morceau de charbon tombé d'un wagon. Il renvoie aux affres du vingtième siècle, au coût social de la révolution industrielle.

« PAS SEXY », LE MORCEAU

« Tout le monde est chaud comme la braise pour le charbon », clamait Ivan Glasenberg¹⁶ deux siècles plus tard. L'ancien directeur général de Glencore a le mérite d'avoir toujours cru au *revival* du Roi Charbon. C'est lui qui a poussé le géant zougois à se lancer, dans les années 1990, dans une course à l'acquisition de mines. Le temps lui a donné raison : le charbon s'échange en 2022 trois fois plus cher que l'année précédente. Avec ses 26 mines¹⁷ et son assise sur le marché, Glencore a signé cet été un contrat annuel record avec une centrale à charbon au Japon. Le prix : 375 dollars US la tonne.¹⁸ Les négociations entre la multinationale zougoise – dont la production a augmenté de 14 % au premier semestre 2022 – et ses clients japonais ont été scrutées par l'ensemble du secteur, qui considère les tarifs obtenus comme une référence pour l'année à venir.

De quoi bomber le torse à Zoug. Sans complexe, Ivan Glasenberg ne ratait d'ailleurs jamais une occasion d'évoquer les

grandes vertus de la roche sédimentaire devant les médias et les actionnaires. En février 2019, sous la pression d'une coalition d'investisseurs portés par des considérations environnementales,¹⁹ Glencore a pourtant dû annoncer un gel de sa production de charbon (à 150 millions de tonnes par an). Depuis, le charbon ne fait plus partie de la communication active de Glencore, qui préfère pérorer – dans les gares et trains de Suisse – sur son cobalt et son cuivre, deux fondamentaux de la transition énergétique.

Même au sommet des matières premières, le « FT Global Commodities Summit » de Lausanne, les négociants de charbon semblent occuper une place à part, marginale. « Le charbon, ce n'est pas sexy, ça tache les mains. Un produit qui nécessite peu de transformation », soutient Lars Schernikau. Installé en Suisse depuis une vingtaine d'années, cet Allemand de l'Est a la particularité d'avoir écrit l'un des rares ouvrages académiques sur le marché du charbon.²⁰ Tout en étant lui-même actif dans sa commercialisation depuis qu'il est devenu actionnaire de l'entreprise familiale. « Il y a trente ans, même moi je me demandais qui aurait encore besoin de charbon, admet-il. Personne ne prêtait plus attention à cette énergie ». Il a depuis largement regagné notre attention.



La mine de Kotinskaya, en Sibérie occidentale, appartenant à SUEK. La société s'est installée en Suisse en 2004.
© SUEK

4

Les extracteurs : la Suisse de retour à la mine

À l'image des Russes, les plus grands mineurs de charbon de la planète ont élu domicile en Suisse depuis le début du millénaire. Au total, ils extraient pas moins de 536 millions de tonnes de charbon, qui génèrent, jusqu'à leur transformation en électricité, davantage que les émissions de CO₂ des États-Unis. La tendance se poursuit, avec la récente domiciliation à Genève du groupe indien Adani.

Dans la foulée de Glencore, les plus grands groupes miniers ont décidé de s'installer en Suisse. Le mouvement a été initié après la chute de l'URSS par les sociétés russes, qui ont profité de leur nouvelle liberté économique pour mettre un pied au cœur de l'Europe. Que ce soit pour bénéficier des douceurs fiscales de nos cantons, des largesses des banques finançant le négoce de matières premières, ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas confiance en leur devise nationale, les plus grands producteurs de charbon de l'ex-bloc soviétique ont posé, les uns après les autres, leurs valises en Suisse.

Ces groupes se nomment SUEK, Sibanthracite, Evraz ou SDS. Ils ont en commun d'être nés de la vague de privatisation qui a suivi l'implosion de l'URSS, de produire leur charbon en plein milieu de la Sibérie (ou plus récemment dans l'Extrême-Orient), et surtout d'être dirigés par des hommes d'affaires « partis de rien » – comme ils aiment à se décrire – mais affichant une certaine proximité avec le Kremlin.²¹

Le groupe SDS (l'acronyme russe d'Union commerciale de Sibérie) est le premier à s'installer dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures en 2000, avec sa branche commerciale MIR Trade AG.²² Les autres sociétés préfèrent le canton de Zoug, et notamment sa courue Baarerstrasse, où ils ne sont parfois séparés que par une rangée d'immeubles en verre. Ensemble, ils forment à Zoug le premier angle du triangle charbonnier helvétique.

Après avoir stagné pendant des décennies, les cours du charbon sont en pleine explosion²³ au début des années 2000. En

Russie, des empires corporatistes se constituent sur fond de corruption généralisée et de règlements de compte mafieux. Le secteur voit naître des ascensions fulgurantes et des chutes d'autant plus brutales. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les mines les moins rentables sont fermées, le pays se tourne vers l'exportation, et la production se concentre progressivement sur une dizaine de sociétés. C'est à cette époque que le futur milliardaire et résident suisse Andreï Melnitchenko achète à tour de bras – à travers la banque MDM dont il est co-fondateur – des participations dans les principales compagnies charbonnières du pays, regroupées au sein de SUEK, également basé à Zoug.

CETTE SUIE VENUE DE RUSSIE

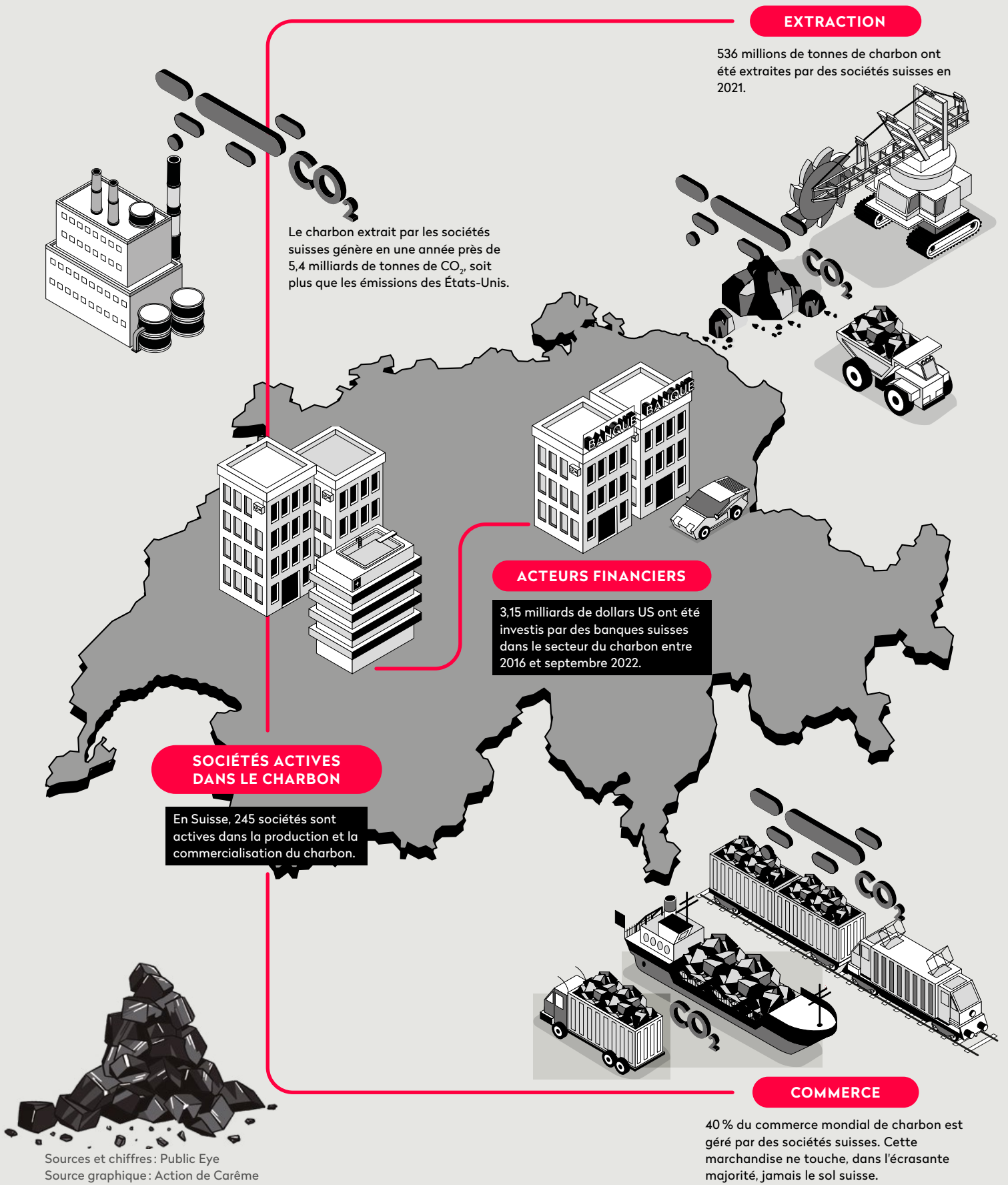
Vladimir Poutine prend lui-même rapidement conscience du potentiel du secteur. Alors Premier ministre, il signe en janvier 2012 un vaste programme de développement de l'industrie à 119 milliards de dollars – dont 8,5 milliards de fonds publics – destiné à améliorer les infrastructures (surtout le transport ferroviaire et maritime) et booster la production de charbon d'ici à 2030. Sans complexe, le Kremlin apporte depuis 2019 son soutien actif à de grands projets d'exploitation du charbon en Arctique.

Pour la Suisse, en particulier le canton de Zoug, c'est une aubaine. Les nouveaux contribuables ne génèrent virtuellement pas d'externalités négatives, le charbon ne transitant (suite page 26) →



Mine de charbon de SUEK à Bureinsky, en Russie.

GRAPHIQUE 4 – LA SUISSE, PLACE MONDIALE DU CHARBON



EXTRACTION

536 millions de tonnes de charbon ont été extraites par des sociétés suisses en 2021.

Le charbon extrait par les sociétés suisses génère en une année près de 5,4 milliards de tonnes de CO₂, soit plus que les émissions des États-Unis.

ACTEURS FINANCIERS

3,15 milliards de dollars US ont été investis par des banques suisses dans le secteur du charbon entre 2016 et septembre 2022.

SOCIÉTÉS ACTIVES DANS LE CHARBON

En Suisse, 245 sociétés sont actives dans la production et la commercialisation du charbon.

COMMERCE

40 % du commerce mondial de charbon est géré par des sociétés suisses. Cette marchandise ne touche, dans l'écrasante majorité, jamais le sol suisse.

Sources et chiffres : Public Eye
Source graphique : Action de Carême

que de façon comptable sur le territoire. Discrets, les groupes se contentent d'occuper de simples bureaux, et leurs propriétaires dépensent à tour de bras dans l'immobilier et les projets de mécénat. C'est le cercle vertueux du charbon. Jusqu'à l'imposition des sanctions consécutives à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, 75 % des 212 millions de tonnes de charbon russe exportées en 2021 au niveau mondial étaient commercialisées depuis le territoire helvétique. Depuis lors, une grande incertitude plane quant à l'avenir de ces sociétés dans les contrées zougoises. Le groupe SUEK a en tout cas déménagé sa division de négoce à Dubaï où il a changé de nom.²⁴

GENÈVE MONTE DANS LE TRAIN DU CHARBON

À ces groupes spécialisés dans le charbon se joignent également d'autres sociétés en quête de diversification énergétique. C'est le cas de Mercuria. Le groupe genevois, souvent perçu comme un pur négociant, possède en réalité deux mines de charbon (dont une en copropriété).²⁵ La première, située sur l'île de Bornéo, est un investissement défini comme « stratégique » en 2010,²⁶ visant à développer les activités charbonnières asiatiques et mondiales de Mercuria. La seconde mine, Canyon Coal, a été ouverte en novembre 2018 en Afrique du Sud, en partenariat avec une société locale.²⁷ Un représentant de Mercuria précise : « Le charbon fait partie du paysage énergétique, il est encore incontournable. À travers ces modestes participations, nous obtenons un peu de flux, mais surtout cela nous aide à comprendre les dynamiques de prix sur les marchés énergétiques. Autrement nous sommes aveugles. »

À quelques encablures de Genève, on craint sans doute aussi la cécité commerciale. Le géant minier brésilien Vale, qui a installé sa holding et sa branche commerciale du côté de St-Prex (VD), a inau-

guré sa première mine de charbon en mai 2011 au Mozambique, à Moatize. Les quelque 8 millions de tonnes de production sont écoulées depuis le site vaudois de St-Prex.²⁸ Après avoir déplacé près de 3400 familles et fait face à l'opposition de plusieurs communautés, Vale a annoncé fin 2021 vouloir désinvestir le charbon afin de devenir un « leader dans l'exploitation minière à faible émission de carbone ». ²⁹ Un accord de vente a été conclu avec le groupe canadien Vulcan Minerals pour 270 millions de dollars.

Mais c'est bien au bout du lac Léman que semblent se profiler les derniers arrivés des extracteurs de charbon. Le groupe indien Adani y a installé, en avril 2020, sa branche commerciale, toujours domiciliée³⁰ chez une fiduciaire de la place. L'Inde, dont près de la moitié des foyers n'ont pas accès à l'électricité, a faim de charbon. Selon le décompte de l'Agence internationale de l'énergie, elle devrait ajouter 130 millions de tonnes à la consommation mondiale annuelle d'ici à 2024.

Une aubaine pour le conglomérat du Gujarat (ouest de l'Inde), qui produit déjà 17,5 millions de tonnes de charbon indien et indonésien et vient d'entamer, fin 2021,³¹ la production dans sa très controversée mine Carmichael, au nord-est de l'Australie. Après la mobilisation d'ONG locales et des peuples aborigènes Wangan and Jagalingou, qui demandent le respect de leurs droits fonciers, Adani a dû revoir son projet à la baisse, passant d'une production annuelle projetée de 60 millions de tonnes à 10 millions.³²

Ces groupes miniers, pour la plupart fraîchement établis en Suisse (voir tableau page 27), extraient ensemble plus de 536 millions de tonnes de charbon par an. Soit, en comptabilisant les émissions liées à l'extraction, au transport et à la transformation en électricité, près de 5,4 milliards de tonnes de CO₂ rejetées dans l'atmosphère. C'est plus que les émissions de la première puissance mondiale, les États-Unis (voir encadré ci-dessous).

MÉTHODOLOGIE D'ESTIMATION DES ÉMISSIONS DE CO₂

Les émissions totales de CO₂ imputables à la place helvétique du charbon ont été estimées en compilant les données obtenues dans les rapports financiers des différents groupes miniers. Sur cette base, il existe plusieurs façons de calculer l'impact environnemental d'une matière première. Pour cette recherche, nous nous sommes centrés sur le parcours du charbon, de la mine jusqu'à sa transformation en électricité dans une centrale. La combustion du charbon dans les hauts fourneaux des usines métallurgiques génère plus ou moins les mêmes émissions de CO₂, confirme Niels Jungbluth, directeur de ESU-Services, un cabinet de conseil en durabilité basé à Schaffhouse. À l'inverse, la qualité du charbon extrait et le niveau technologique des centrales peut faire varier le niveau des émissions. Pour les besoins de notre étude, nous avons estimé celui-ci constant, en nous basant sur des données moyennes pour une centrale tirées d'une étude de la Confédération portant notamment sur les

écobilans énergétiques.³³ Ainsi, la production d'un kilowattheure (kWh) d'électricité rejetée en moyenne l'équivalent de 1,23 kilo de CO₂ dans l'atmosphère (contre 1,36 pour le lignite, le plus polluant des charbons). « Le charbon est une matière première peu efficace comme le pétrole, conclut Stéphane Genoud, professeur en management de l'énergie à la HES-SO Valais. Seul 37,7 % servira à produire l'électricité, le reste part en fumée lors de la combustion ». Lors d'une étude pilote sur le bilan climatique du négoce datant de 2018³⁴, le cabinet ESU-Services avait estimé que le bilan carbonique du négoce de matières premières en Suisse était de nature à multiplier par onze les émissions de CO₂ de la consommation domestique (le charbon étant la deuxième source de pollution, derrière le pétrole brut). Mais cette étude ne tenait pas compte de la combustion des matières premières, « qui représente 80 à 90 % de l'impact climatique », selon Niels Jungbluth, l'un de ses auteurs.

TABLEAU 1 – PRODUCTION ET COMMERCE DE CHARBON DE 18 GROUPES MINIERS EN SUISSE

| Société | Production 2021 en mio. de tonnes Négoce 2021 en mio. de tonnes | Implantation suisse (année) | Forme |
|--|---|--|--|
| Glencore | <ul style="list-style-type: none"> 103,3 67,7 | Glencore AG et dix autres filiales Baar (ZG) (1978) | Siège Branches commerciales et opérationnelles |
| SUEK | <ul style="list-style-type: none"> 102,5 54,5 (exportations) | SUEK AG, SUEK Assets Holding AG et SUEK Logistics GmbH Zoug (2004) | Branche commerciale et holding regroupant actifs et logistique |
| EPH (Energeticky a Prumyslový Holding) | <ul style="list-style-type: none"> 79 79 | EP Resources Baar (ZG) (2019) | Branche commerciale |
| BHP | <ul style="list-style-type: none"> 60 (résultat annuel décalé de mars 2021 à mars 2022) 60 | BHP Billiton Marketing AG Baar (ZG) (1988) | Branche commerciale |
| Drummond | <ul style="list-style-type: none"> 31,5 31,5 (exportations) | Drummond Coal Sales International LLC, Birmingham, Paradiso Branch Paradiso (TI) (2012) | Branche commerciale pour l'Europe et le Moyen-Orient |
| SDS | <ul style="list-style-type: none"> 27 26,2 | MIR Trade AG Teufen (AR) (2000) | Branche commerciale |
| Evraz | <ul style="list-style-type: none"> 23,27 19,1 (82 % de la production de la mine) | East Metals AG Zoug (2002) | Branche commerciale |
| Sibanthracite Group | <ul style="list-style-type: none"> 22,6 22,3 | Sibanthracite Overseas AG Zoug (2009) | Branche commerciale |
| Elga Coal (A-Property) | <ul style="list-style-type: none"> 18 15 | Elga Coal Overseas AG Zoug (2020) | Branche commerciale |
| Adani | <ul style="list-style-type: none"> 17,5 Env. 11,04 (hausse à venir en 2022 avec la mine Carmichael) | Adani Global (Switzerland) Sàrl Genève (2020) | Branche commerciale (société de domicile en c/o) |
| Kolmar LLC | <ul style="list-style-type: none"> 12 5,4 (calculé sur la base de projections) | KSL AG Zoug (2016) | Branche commerciale |
| Mechel | <ul style="list-style-type: none"> 11,3 9,7 | Mechel International Holdings AG, Mechel Trading AG et Mechel Carbon AG Baar (ZG) (2005) | Branches commerciales et holding |
| KTK (Safmar group) | <ul style="list-style-type: none"> 9,53 6,52 (chiffres 2020) | KTK Overseas AG Risch-Rotkreuz (ZG) (2015) | Branche commerciale |
| Vale | <ul style="list-style-type: none"> 8,07 8,07 La mine est en passe d'être vendue à Vulcan Minerals | Vale Switzerland SA (2013) Vale International St-Prex (VD) (2006) | Branche commerciale Holding |
| Karakan Invest | <ul style="list-style-type: none"> 4,5 2,3 (chiffres 2020) | Karakan Trade Paradiso (TI) (2022) | Branche commerciale |
| IMR Resources | <ul style="list-style-type: none"> 2,3 (production prévue en 2019) 2,3 | IMR Metallurgical Resources AG (2004), IMR Holding (2005) et IMR STEEL AG (2017), Zoug | Branche commerciale Holding Division financière |
| Mercuria | <ul style="list-style-type: none"> <2 13 | Mercuria Energy et filiales Genève (2004) | Holding Siège Branches commerciales et opérationnelles |
| Coeclerici | <ul style="list-style-type: none"> 1,7 9,4 | Coeclerici Commodities SA Paradiso (TI) (2003) | Branche commerciale |
| TOTAL | Production : 536,07 mio. de tonnes Négoce : 525,93 mio. de tonnes | | |



Barges de charbon attendant d'être tractées sur le fleuve Mahakam en Indonésie. Ce pays est l'un des principaux producteurs de charbon au monde. | © Willy Kurniawan/ Reuters

5

Les négociants: l'écosystème du charbon

La financiarisation du secteur et l'internationalisation des échanges ont permis à la Suisse de se profiler comme plaque tournante du charbon. Avec les extracteurs et les financiers, les négociants forment un réseau qui assure quelque 40 % de son commerce international.

Que la Suisse, pays qui ne compte plus aucune mine de charbon sur son territoire, soit devenue l'une des capitales mondiales de son commerce tenait de la gageure. Pour le négociant de charbon Lars Schernikau, ce soudain attrait pour le territoire helvétique « repose sur une combinaison de facteurs, dont la dimension fiscale est une composante importante ». Parmi les autres, mentionnons la proximité avec les banques suisses et européennes (lire chapitre suivant), la stabilité de la Suisse et de sa monnaie, une logistique facilitée ainsi qu'une certaine culture du laisser-faire économique et réglementaire.

Un cadre idéal taillé pour les durs, les plus jusqu'au-boutistes des énergies fossiles. « Le charbon, c'est un marché à l'ancienne. Les contrats se négociaient il y a peu exclusivement en face-à-face et à l'entrée des mines. Ce qui a refroidi beaucoup d'investisseurs », soutient cet autre trader, qui a souhaité rester anonyme parce que « les gens ont la rancune tenace dans le charbon ».

En effet, jusque dans les années 1970, le charbon est un marché extrêmement régional. Il est consommé proche de son site de production. Les échanges internationaux s'opèrent principalement entre pays voisins, très rarement, comme aujourd'hui, via des vauquiers parcourant la moitié du globe. Avec les grands chocs pétroliers, qui voient les cours exploser, l'Europe entame une diversification énergétique à marche forcée. De 150 millions de tonnes de charbon thermique commercialisées internationalement en 1980, les échanges progressent à 900 millions en 2005,³⁵ pour atteindre environ 1,2 milliard de tonnes aujourd'hui.³⁶ Les quelque 6,5 milliards de tonnes restantes sont produites et consommées plus localement, essentiellement en Chine, qui représente la moitié de la production mondiale, ou en Inde et aux États-Unis. Portée par les marchés asiatiques, la consommation de charbon devrait continuer à croître au moins jusqu'en 2024, prédit l'Agence internationale de l'énergie.³⁷ En clair, le pic du charbon n'est pas pour demain.

LE CHARBON ET SES PRODUITS FINANCIERS

Le secteur s'est donc internationalisé ; et son produit phare, le charbon, s'est commodifié. Il s'échange désormais dans le monde entier, au grand bonheur de la Suisse, qui peut faire jouer son statut de plaque tournante. « Il ne vous faut qu'un téléphone et une connexion Internet. Depuis Genève, vous pouvez parler avec l'Asie le matin et les Amériques l'après-midi », se plaisent à rappeler les représentants des grandes maisons de négoce.

Jusqu'au début des années 2000, il n'existe pourtant pas encore de produits financiers adossés au charbon. L'indexation – soit la constitution de prix de référence pour ses différents marchés par des agences spécialisées comme Argus Media – survient pendant cette période de financiarisation du secteur. « C'est une condition sine qua non pour les négociants, indique un représentant de Mercuria. Sans produits dérivés, vous ne pouvez pas vous couvrir contre la variation des cours. Dès lors que vous pouvez gérer vos risques efficacement, s'ouvrent alors de nouvelles opportunités. » Lars Schernikau en convient aussi, « les dérivés ainsi que les cours élevés ont attiré toute une série de nouveaux intermédiaires financiers, comme des banques ou des hedge funds. Ces produits financiers finissent généralement par gonfler le cours du charbon, qui sera répercuté sur le consommateur final ».

Le boum du charbon des années 2000 suscite donc de nouvelles vocations parmi les négociants. Supplantant en partie les contrats conclus à l'entrée de la mine, ces nouveaux intermédiaires sont nombreux à s'implanter autour des grands pôles du négoce helvétique. Ou, pour ceux qui affichaient déjà une présence en Suisse, comme Trafigura ou Vitol, à diversifier leurs activités dans le charbon. Tout comme le producteur d'électricité Axpo qui en négocie mais ne divulgue pas les volumes.³⁸

Malgré ses quelque 60 millions de tonnes commercialisées en 2021, la société Trafigura n'a, elle, pas cru bon de mentionner le charbon dans son rapport de durabilité.³⁹ Vitol, entré sur le marché en 2006, se vantait huit ans plus tard de négocier pour plus de « 30 millions de tonnes de charbon physique ». Le négociant genevois, plutôt connu comme un spécialiste du pétrole, est ainsi devenu « l'un des cinq plus grands traders de charbon au monde ». ⁴⁰ Depuis, toute référence au charbon a disparu du site Internet de Vitol et même de ses laconiques rapports financiers⁴¹. Contactée, sa représentante affirme que les volumes ont fondu de 60 % et que le groupe ne détient plus qu'une part minoritaire (0,6 %) dans un groupe minier sud-africain⁴², dont « Vitol cherchera à se retirer dès que possible ».

Malgré les déclarations d'intention et les grandes annonces de type « Net Zero » (zéro émission de CO₂), « la Suisse reste l'un des acteurs les plus influents sur le marché du charbon », confirme Alex Thackrah, analyste du marché européen du charbon pour Argus Media. Elle compte une kyrielle de purs négociants, l'écrasante majorité des 245 sociétés actives dans le charbon, mais aussi les plus gros extracteurs de charbon au monde. À l'image de Glencore qui a – avec ses 15 mines de charbon en Australie⁴³ – un impact significatif sur le cours de l'indice Newcastle, la référence sur les marchés asiatiques. « Trois quarts des volumes australiens sont contrôlés par les Suisses. En tant que trader, la première question à laquelle je dois répondre quand je parie sur l'évolution du cours du charbon est : suis-je du mauvais côté de Glencore ? », illustre un négociant indépendant.

À LUGANO, UN PONT D'ACIER POUR LE CHARBON

Après Genève et Zoug, le Tessin est le troisième angle du triangle charbonnier helvétique. Outre l'or, deux matières premières donnent un caractère particulier au centre du négoce de Lugano : l'acier et le charbon, intimement liés. L'origine du hub charbonnier ne peut en effet être retracée en omettant le poids de l'industrie sidérurgique. Ni sans référence à deux noms qui ont marqué les rives du lac Ceresio de leur empreinte :

- 1 Duferco S.A., un négociant d'acier opérant depuis Lugano, contrôlé par la société luxembourgeoise Duferco International Trading Holding (DITH). Le groupe est désormais détenu majoritairement par le géant chinois Hesteel Group, deuxième producteur d'acier au monde.
- 2 Bruno Bolfo, fondateur de Duferco⁴⁴, qui y garde une participation minoritaire ainsi que le contrôle, via un trust liechtensteinois, d'autres sociétés actives dans le commerce de l'énergie et le transport maritime.⁴⁵

C'est probablement cet entrepreneur, originaire de Ligurie, qui a fondé le hub luganais des matières premières. Après avoir travaillé pour le groupe sidérurgique étatique italien Italsider (aujourd'hui disparu), Bruno Bolfo fourbit ses armes aux États-Unis et au Brésil, avant d'implanter Duferco à Lugano dans les années 1980. À la chute du mur de Berlin, il fait avec ses hommes le voyage vers le grand Est des privatisations sauvages. Il parvient à former des alliances avec les principaux producteurs d'acier russes et ukrainiens. Parmi eux, l'Union industrielle du Donbass (ISD), un géant basé à Donetsk qui produit à l'époque environ un cinquième de l'acier ukrainien, et dont Duferco deviendra le revendeur exclusif. En Russie, Duferco collabore aussi avec les grands noms de l'industrie : en 2006, Bruno Bolfo rejoint le conseil d'administration de l'entreprise Evraz de Roman Abramovitch, avant de le quitter quelques mois plus tard pour former, avec Duferco, un partenariat stratégique avec la société Novolipetsk Steel (NLMK) de l'oligarque Vladimir Lisin.⁴⁶

L'arrivée de Duferco à Lugano a plusieurs conséquences. Tout d'abord, celle d'attirer au Tessin plusieurs antennes commerciales de producteurs d'acier russes : NLMK, mais aussi Severstal d'Alexeï Mordachov et MMK de Viktor Rachnikov – deux oligarques aujourd'hui sur la liste des sanctions de l'Union européenne et de la Suisse. Même Roman Abramovitch, avec sa société Evraz, a choisi Lugano comme point d'entrée en Suisse, avant d'emménager à Zoug avec East Metal AG. Plusieurs producteurs ukrainiens installent également leurs antennes commerciales sur la place tessinoise, comme Interpipe du milliardaire Viktor Pintchouk, gendre de l'ancien président Leonid Koutchma.

Le développement de Duferco à Lugano a également « fait école ». Comme pour les « Rich Boys », ces cadres gravitant autour du fondateur de Glencore Marc Rich, les « Bolfo Boys » font germer les entreprises énergétiques dans la région, soutenus par leur réseau et la proximité avec leurs banquiers d'UBS, Credit Suisse, Banca dello Stato ou Banca Zarattini. La fiscalité avantageuse permet également d'attirer au Tessin les antennes commerciales de sociétés italiennes. Lugano devient ainsi un « pont » entre l'acier produit en Russie et Ukraine notamment et le secteur industriel de la péninsule.

Enfin, à côté des négociants d'acier se forme aussi un important réseau de sociétés actives dans la commercialisation du charbon. Elles se nomment Flame, Bulk, Spark Energy Resources, Genesis Trade ou Lyra Commodities. Spécialisées dans le négoce du charbon et de tous ses dérivés, ces sociétés achètent du charbon dans différentes parties du monde – de l'Amérique du Sud à l'Indonésie, en passant bien sûr par la Russie – pour le revendre principalement aux grandes aciéries et cimenteries, de plus en plus souvent situées en Asie.

Dans le milieu des matières premières à Lugano, on se souvient encore de l'arrivée en 2004 de Carbofer, une société liée à l'oligarque russe Alexander Katounine. Après avoir débauché des cadres provenant principalement de Duferco, Carbofer parvient à s'imposer dans le négoce de l'acier et du charbon. En peu de temps, la société atteint un chiffre d'affaires de 4 milliards de dollars, avant de faire faillite en 2012.⁴⁷

Lugano accueille également la filiale commerciale de la « première et seule société occidentale » à avoir acheté une mine de charbon en Russie. Il s'agit de Coeclerici, une entreprise italienne

fondée il y a plus de 120 ans à Gênes pour importer du charbon du Royaume-Uni. Si la maison-mère se trouve aujourd'hui à Milan, Lugano reste le siège des activités commerciales et minières du groupe. C'est justement sa filiale tessinoise qui avait investi en Russie en 2003. À cette époque, Coeclerici Trading a financé – à hauteur d'environ 18 millions de dollars – le développement d'une mine dans la région de Kemerovo en Russie, acquérant ainsi les droits de vente exclusifs des deux millions de tonnes de matières premières produites annuellement par la mine. En 2008, le groupe a également acquis 100 % de Korchakol, une mine près de la ville de Novokouznetsk, dans la même région.⁴⁸ À la suite de l'invasion de l'Ukraine, le groupe Coeclerici affirme avoir cessé toute activité de gestion, de coordination et d'exploitation en relation avec la société russe qui gère la mine.⁴⁹

Il faut également signaler la présence à Lugano de la mystérieuse Telf AG. Initialement basée à Zoug⁵⁰, cette société de négoce serait dans le giron de Stanislav Kondrachov, un discret homme d'affaires russe qui possède une villa à Agra, au Tessin, ainsi que la filiale zougnoise Telf B&T.⁵¹ Inconnue du grand public, Telf AG a joué ces dernières années un rôle de premier plan dans la commercialisation du charbon produit par les filiales russes et kazakhes d'Eurasian Resources Group (ERG).⁵² Cette société, née de la sulfureuse ENRC, a été démantelée après une enquête du Serious Fraud Office (SFO).⁵³ Début 2021, Telf a également fait les gros titres en obtenant les droits de commercialisation du cobalt extrait par ERG en République démocratique du Congo. Cela représenterait, selon Reuters⁵⁴, 18 000 tonnes de cobalt par an estimées à 657 millions de dollars, jusqu'en 2023. C'est ce contrat qui avait éveillé les soupçons du SFO, lequel accusait ENRC d'avoir payé l'homme d'affaires israélien controversé Dan Gertler – très proche de l'ancien président Joseph Kabila – pour obtenir les licences d'exploitation.⁵⁵

Selon le média d'investigation Africa Intelligence⁵⁶, Telf AG agirait essentiellement comme antenne commerciale d'ERG⁵⁷, un groupe contrôlé à 40 % par l'État kazakh et un trio d'oligarques locaux résidant tous officiellement en Suisse.⁵⁸ En traitant par l'intermédiaire de Telf AG, une société suisse sans problème de réputation, ERG s'éviterait des problèmes de conformité bancaire.

Qu'elles soient domiciliées à Lugano, Zoug ou Genève, ces sociétés charbonnières offrent l'avantage de la discrétion à leurs propriétaires. Selon les estimations de Public Eye, quelque 40 % du charbon mondial est négocié depuis la Suisse. En raison de l'opacité qui entoure le secteur des matières premières, il n'existe pas de statistiques officielles concernant ces flux.



Vue aérienne du terminal portuaire australien de Newcastle, qui est le port d'exportation de charbon le plus actif au monde.
Un arc-en-ciel se forme dans un jet d'eau pulvérisé sur des stocks de charbon appartenant notamment à Glencore.
© Brendon Thorne/Bloomberg via Getty Images

6

Les banques suisses : six ans d'hypocrisie

Depuis que la Suisse a signé en 2015 l'Accord de Paris visant une diminution des émissions de gaz à effet de serre, ses établissements financiers ont prêté près de 3,15 milliards de dollars au secteur du charbon. Plus troués qu'un Emmental, les engagements climatiques des banques permettent de continuer à financer des sociétés comme Glencore, en toute discrétion.

« Je regarde la salle, je vois que la réaction est positive, je n'entends pas d'objections. L'Accord de Paris pour le climat est accepté ». ⁵⁹ Nous sommes le 12 décembre 2015. C'est par ces mots que le président de la COP21, Laurent Fabius, scelle l'adoption du premier accord mondial sur le climat. Quelque 196 États s'engagent ⁶⁰ à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, dans l'objectif de contenir le réchauffement planétaire à 2°C maximum d'ici à la fin du siècle, par rapport aux niveaux préindustriels, et même de poursuivre l'effort pour limiter l'augmentation à 1,5°C.

Parmi les signataires, les États-Unis (qui feront défection sous la présidence de Donald Trump) et la Suisse, qui s'engage, lors de la ratification de l'accord en octobre 2017 ⁶¹, à réduire ses émissions de CO₂ de moitié d'ici à 2030, par rapport à 1990. « La Suisse est en bonne voie pour mettre en œuvre l'Accord de Paris », plastronnait l'Office fédéral de l'environnement sur son site. ⁶² La population helvétique (ainsi que la majorité des cantons) a pourtant balayé, en juin 2021, la révision de la loi sur le CO₂, qui devait entériner les engagements de réduction pris à Paris. Et les banques suisses continuent à opérer comme si rien ne s'était passé, malgré leurs grands engagements portant sur la neutralité carbone.

Selon l'enquête de Public Eye, basée sur des données du cabinet de recherche néerlandais Profundo, les banques suisses ont prêté, depuis l'Accord de Paris, près de 3,15 milliards de dollars à l'industrie helvétique du charbon. Le financement du négoce de charbon s'est même accéléré depuis 2016, si l'on omet l'année 2021, marquée par le ralentissement économique dû à la pandémie de Covid-19. Entre 2016 et 2020, les sommes annuelles levées par les producteurs et négociants de charbon ont augmenté de 72 %. Aucune des banques concernées n'a souhaité commenter des chiffres fournis par des tiers.

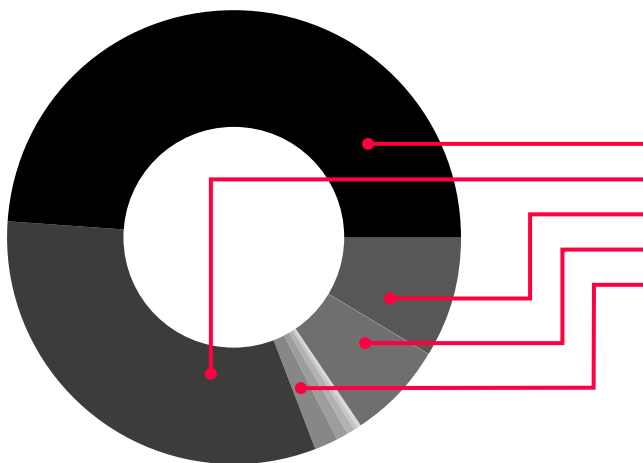
Les banques suisses pointent au dixième rang mondial des bailleurs de fonds du charbon. Dans le laps de temps entre l'Accord de Paris et septembre 2022, l'industrie suisse du charbon a

levé – auprès de banques françaises, japonaises, étasuniennes, russes ou suisses – un total de 72,9 milliards de dollars (voir tableau 2, page 35). Malgré ses engagements à diminuer le financement du charbon, la banque Credit Suisse figure largement en tête des établissements helvétiques. À elle seule, la deuxième banque du pays a fourni plus de la moitié des fonds suisses alloués à ce marché. Parmi ses meilleurs clients : Trafigura, Glencore ainsi que les extracteurs russes Sibanthracite et SUEK. À noter aussi la participation des banques cantonales, dont l'actionnariat public inviterait pourtant à accorder des prêts avec davantage de diligence pour le climat et, surtout, de respect pour les engagements politiques de la Suisse à Paris.

Public Eye a interrogé les plus grandes banques sur leurs critères d'exclusion. Toutes ont répondu, à l'exception de la Banque cantonale de Genève. Interpellée, celle-ci dit ne pas « communique[r] sur sa politique de répartition des financements du commerce international par catégorie de matières premières ».

Les critères d'exclusion définis par les banques (voir tableau 4, page 37) sont façonnés de telle manière que les grands groupes diversifiés passent à travers les mailles des engagements climatiques. Fondatrice de l'ONG Reclaim Finance, Lucie Pinson en veut pour preuve Glencore, premier exportateur privé de charbon au monde, mais dont seule une faible part du chiffre d'affaires est concernée : « Si l'on ne touche pas les plus gros producteurs, c'est bien qu'il y a un problème ». Aucun des engagements pris par les banques suisses analysés par Public Eye n'exclurait actuellement un financement du business de Glencore lié au charbon. Reclaim Finance estime que 90 % du financement accordé aux sociétés actives dans le charbon passe par des lignes de crédit non contraignantes quant à leur utilisation (*corporate loans*) ou des « *underwritings* ». ⁶³ Soit l'émission d'obligations leur permettant de lever des fonds auprès d'investisseurs tiers.

GRAPHIQUE 5 – LES PRINCIPALES SOCIÉTÉS FINANCÉES PAR LES BANQUES SUISSES



| Société | Prêts | Underwritings | Total |
|------------------------|-------------|---------------|-------------|
| 1. Trafigura | 1429 | 117 | 1546 |
| 2. Glencore | 575 | 424 | 999 |
| 3. Sibanthracite Group | 272 | – | 272 |
| 4. SUEK Group | 222 | – | 222 |
| 5. Mercuria | 53 | – | 53 |
| 6. Adani Group | – | 27 | 27 |
| 7. Vitol | 16 | – | 16 |
| 8. Gunvor | 11 | – | 11 |
| 9. EPH | 2 | – | 2 |
| Total | 2580 | 568 | 3148 |

Source : Profundo

Prêts obtenus de banques suisses ou de filiales de banques étrangères installées en Suisse par des sociétés helvétiques actives dans le secteur du charbon (2016-septembre 2022, en millions de dollars US).

TABLEAU 2 – LA SUISSE PARMIS LES DIX PREMIERS FOURNISSEURS DE CRÉDITS DU CHARBON

| Pays | Prêts | Underwritings | Total |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|
| 1. France | 6561 | 1435 | 7996 |
| 2. Japon | 6521 | 933 | 7454 |
| 3. États-Unis | 3783 | 3026 | 6809 |
| 4. Allemagne | 5166 | 1639 | 6805 |
| 5. Chine | 4842 | 298 | 5140 |
| 6. Italie | 4342 | 771 | 5113 |
| 7. Russie | 2636 | 2422 | 5058 |
| 8. Royaume-Uni | 2989 | 2022 | 5011 |
| 9. Pays-Bas | 4387 | 404 | 4791 |
| 10. Suisse | 2977 | 604 | 3581 |
| 11. Australie | 2524 | 32 | 2556 |
| 12. Canada | 1987 | 431 | 2418 |
| 13. Espagne | 1800 | 508 | 2308 |
| 14. Singapour | 1830 | 152 | 1982 |
| 15. Autriche | 1209 | 138 | 1347 |
| 16. Émirats arabes unis | 856 | 93 | 949 |
| 17. Autres pays | 3016 | 520 | 3536 |
| Total | 57 426 | 15 428 | 72 854 |

Source: Profundo

Prêts accordés par les banques de chaque pays aux sociétés suisses actives dans le charbon (2016-septembre 2022, en millions de dollars US). Ces prêts peuvent avoir été accordés par la société mère ou par ses filiales à l'étranger.

TABLEAU 3 – LES PRINCIPALES BANQUES SUISSES QUI FINANCENT LE CHARBON

| Institut financier | Siège | Prêts | Underwritings | Total |
|---|----------|-------------|---------------|-------------|
| Credit Suisse | Zurich | 1661 | 380 | 2041 |
| UBS | Zurich | 594 | 224 | 818 |
| Banque cantonale zurichoise (ZKB) | Zurich | 339 | — | 339 |
| Borak (actionnaire majoritaire de la Banque BCP à Genève) | Genève | 135 | — | 135 |
| Banque cantonale vaudoise | Lausanne | 92 | — | 92 |
| Aga Khan Fund for Economic Development (AKFED) | Genève | 80 | — | 80 |
| Banque cantonale de Genève | Genève | 49 | — | 49 |
| Habib Bank | Zurich | 25 | — | 25 |
| Chubb | Zurich | 1 | — | 1 |
| Vontobel | Zurich | 1 | — | 1 |
| Total | | 2977 | 604 | 3581 |

Source: Profundo

Fonds prêtés par les banques helvétiques aux sociétés suisses actives dans le secteur du charbon (2016-septembre 2022, en millions de dollars US). Ces prêts peuvent avoir été accordés par la société mère ou par ses filiales à l'étranger.

FINANCE INVISIBLE

Autre tendance, le financement se fait de plus en plus via l'émission d'obligations organisée par ces mêmes banques. Soit un instrument permettant aux entreprises d'emprunter de l'argent à des investisseurs, sans que ceux-ci n'acquiescent une part de la société comme pour les actions. Cette pratique appelée « *underwriting* » permet aux établissements financiers de ne pas faire figurer le charbon sur leur bilan comptable, comme ils devraient le faire dans le cadre d'un prêt bancaire.⁶⁴ « L'obligation ne fait que passer par le portefeuille de la banque qui va la placer auprès d'investisseurs. Cela dilue le lien entre l'établissement financier et la société minière, et permet de se rémunérer de suite à la commission », dénonce Lucie Pinson.

Face à la pression environnementaliste, le financement se réorganise pour se faire plus discret. « Plus un projet est risqué en termes de réputation, plus il sera pratique de financer l'entreprise plutôt que le projet minier, soutient la fondatrice de Reclaim Finance. Aucune banque n'est assez folle pour associer son logo à une inauguration de centrale à charbon ». Entre 2016 et 2021, les *underwritings* ont progressé de près de 246 %.

Pendant ce temps, à Glasgow, la Suisse – par la voix de sa ministre de l'Environnement et de l'Énergie Simonetta Sommaruga – dénonçait⁶⁵, le 15 novembre 2021, le torpillage de la sortie du charbon par la Chine et l'Inde lors de la COP26. Pour les pays de l'OCDE, la conférence de l'ONU sur le changement climatique vient alors de fixer des objectifs à 2030. 2030, c'est demain. Et rien ne laisse présager un renversement de tendance.

JUSQU'AU DERNIER MORCEAU DE CHARBON

Pour remédier aux désinvestissements des grandes banques européennes, le secteur pensait avoir trouvé la parade. Nom de code : « Coal to Zero ». Concrètement, il s'agit de créer un fonds pour continuer à financer des projets miniers, sous couvert de poursuivre une extraction « responsable » du charbon jusqu'en 2040 ou 2045, dates à laquelle l'industrie promet de tirer la prise. Ce projet a été initié par la maison de négoce genevoise Trafigura ainsi que l'établissement financier Citigroup, disposant d'une filiale à Genève, qui cherchaient des financiers prêts à continuer l'aventure de la roche sédimentaire, selon des documents destinés aux investisseurs londoniens consultés par l'agence Bloomberg, qui a révélé l'affaire en mai 2021.⁶⁶ Une part des fonds serait destinée aux communautés locales, sans plus de précision. Le reste étant consacré à acheter des mines de charbon en Australie, aux États-Unis ou en Afrique du Sud.

Le projet est en réalité un vieux serpent de mer. « J'adhère à cette idée d'une *bad bank* qui investirait dans la production d'énergies fossiles, les centrales à charbon et à gaz, soutient le trader Lars Schernikau. Les groupes occidentaux sont forcés par leurs investisseurs à désinvestir. Pour l'environnement, il vaut mieux que ce ne soit pas les Chinois qui se chargent de l'extraction. La conséquence directe, c'est que le charbon va devenir plus sale et que l'on perdra en efficacité énergétique. Les restrictions sur le charbon finissent par bénéficier au petit nombre qui profite encore de son commerce. »

Selon le *Wall Street Journal*, les deux sociétés auraient abandonné leur projet en décembre 2021.⁶⁷ Contactée par Public Eye, la représentante de Trafigura évoque des « retours positifs » des investisseurs et de certaines communautés concernées. Mais elle confirme le renoncement « au vu des incertitudes causées par un environnement réglementaire évoluant rapidement et des priorités divergentes des partenaires-clés ».

MÉTHODOLOGIE D'ESTIMATION DES CRÉDITS POUR LE CHARBON

À notre demande, Profundo a estimé les montants alloués au charbon par les banques suisses qui financent des producteurs et des négociants basés en Suisse. Pour cela, le cabinet de recherche à but non lucratif néerlandais s'est appuyé sur les données financières de la Global Coal Exit List (GCEL), publiée par l'ONG Urgewald. Ces informations ne sont pas publiques, en raison du voile d'opacité créé par la ventilation des investissements et, très certainement, du tabou qui entoure le commerce de charbon.

Dans la plupart des cas, les sociétés analysées ont effectivement d'autres activités commerciales. Lorsque la part du financement alloué au charbon n'est pas divulguée,

Profundo a fait des estimations. L'analyse se base principalement sur le capex (*capital expenditure*), soit le total des dépenses d'investissement d'une entreprise. Lorsqu'elle est publique, cette donnée permet d'estimer quel pourcentage des investissements est consacré au charbon. Puis de maintenir cette proportion pour évaluer quelle part des montants levés sera utilisée dans le négoce ou la production de charbon.

Lorsque ces données ne sont pas disponibles, Profundo s'est basé sur d'autres proxies, comme le montant des revenus dans le charbon ou les produits miniers, comparés aux revenus totaux de la société.

TABLEAU 4 – CRITÈRES D'EXCLUSIONS ÉLABORÉS PAR LES BANQUES

| Banque | Engagement climatique | Prêts attribuables au secteur du charbon entre 2016 et septembre 2022 (en dollars US) |
|--|--|---|
| Credit Suisse | <p>Arrêt des prêts aux sociétés qui génèrent plus de 15 % de leurs revenus de l'extraction de charbon thermique ou de la production d'électricité à partir du charbon d'ici à 2025, « à moins qu'elles ne soutiennent la transition énergétique ».</p> <p>Ce taux sera abaissé à 5% en 2030.</p> <p>Pas de financement pour de nouvelles mines de charbon thermique et de nouvelles centrales à charbon.</p> | 1,7 milliard |
| UBS | <p>Depuis 2021, arrêt des prêts aux sociétés exploitant des centrales à charbon existantes si le groupe tire plus de 20 % de ses revenus du charbon. À moins que la société ait une stratégie alignée avec l'Accord de Paris ou que « la transaction soit destinée aux énergies renouvelables ou aux technologies propres ».</p> <p>Arrêt des financements aux mineurs de charbon thermique tirant plus de 20 % de leurs revenus de la roche sédimentaire. À moins que la société ait une stratégie alignée avec l'Accord de Paris ou que « la transaction soit destinée aux énergies renouvelables ou aux technologies propres ».</p> <p>Pas de financement pour de nouvelles mines de charbon thermique et de nouvelles centrales à charbon.</p> | 594 millions |
| Banque cantonale zurichoise (ZKB) | <p>Exclusion du financement de l'extraction de charbon, mais pas de critère strict d'exclusion des clients bancaires.</p> <p>Exclusion du financement du négoce de charbon thermique. « Le charbon métallurgique est toujours nécessaire, par exemple pour la production d'acier, mais nous avons bon espoir que cela disparaîtra progressivement », contraste un porte-parole.</p> | 339 millions |
| Banque cantonale vaudoise (BCV) | <p>Dès 2020, réduction de 4,5 % par an de l'exposition au financement du commerce de charbon (activité transactionnelle). À partir de 2022, cet objectif a été adapté à -6,5 % par an.</p> <p>La BCV ne finance pas de projets de centrales nucléaires, de centrales thermiques au charbon ou de mines de charbon.</p> | 92 millions |
| Banque cantonale de Genève (BCGE) | <p>La banque ne communique pas sur d'éventuels engagements liés au financement de sociétés minières, au financement transactionnel du négoce de charbon ou à celui des centrales à charbon.</p> <p>La BCGE dit « appliquer de manière rigoureuse la réglementation à laquelle elle est soumise, y compris s'agissant de toutes sanctions décidées par les autorités compétentes »</p> | 49 millions |
| Banque nationale suisse (BNS) | <p>La BNS exclut de ses placements depuis 2021 « les entreprises dont l'activité principale est axée sur l'extraction du charbon servant à la production d'énergie ».</p> <p>La banque centrale helvétique refuse cependant d'indiquer comment est défini ce critère « d'activité principale » et même de fournir le nom du prestataire externe qui réalise l'analyse pour elle.</p> <p>Le négoce de charbon en soi n'est pas un critère d'exclusion.</p> | La BNS ne commente pas son exposition par secteur. |



Centrale à charbon de Mehrum, en Basse-Saxe allemande, appartenant à EPH. Elle avait été mise en veille fin 2021. Comme confirmé début août 2022, les opérations ont été relancées. La branche commerciale d'EPH est à Zoug depuis 2019.

© Scholz/Alamy

7

Le deuil du soleil

Aucune déclaration péremptoire ne résiste à la réalité énergétique. Le charbon est l'énergie la moins chère et la plus utilisée dans le monde afin d'être transformée en électricité. Il constitue une promesse de développement pour un quart de l'humanité. Il faudra pourtant éviter de se marier à long terme avec l'agent le plus polluant de l'ère de l'Anthropocène. Les sociétés suisses sont coresponsables de l'émission de près de 5,4 milliards tonnes de CO₂ par an.

Il a autrefois constitué l'écrasante majorité de l'énergie consommée par la Grande-Bretagne victorienne. Sur le plan mondial, le Roi Charbon n'en conserve pas moins sa couronne puisqu'il représente toujours un quart du mix énergétique⁶⁸ et reste la ressource la plus utilisée pour produire de l'électricité (plus de 35 % selon l'Agence internationale de l'énergie⁶⁹). Ce qui fait d'une éventuelle prohibition immédiate un vœu pieux. « On ne parle pas du tabac là, prévient Lars Schernikau. Le charbon est partout, tous les pays en ont manié à un moment donné. On retrouve son énergie dans un tiers de tout ce que nous consommons mondialement. Ce n'est pas une solution que de vouloir nous ramener dans les cavernes. »

Et tout semble favoriser le charbon. Quand l'Union européenne (suivie de la Suisse) décrète un embargo sur le charbon russe, son cours explose et ravit les groupes miniers. Quand la Russie ferme le robinet du gaz, c'est à nouveau le charbon – son substitut direct – qui en profite.

LA TEMPÊTE PARFAITE

« Les derniers mois ont été complètement fous. Les centrales électriques européennes achètent autant de charbon non russe que possible, et sont prêtes à payer un prix très élevé pour surenchérir face aux Asiatiques », souligne Alex Thackrah d'Argus Media, l'agence de référence qui établit les indices de prix sur les marchés au comptant. En avril, les données fournies à Public Eye par Argus Media faisaient état d'une augmentation de plus de 71 % des importations de charbon vers l'Europe afin de réduire à néant les importations russes. Entre janvier et août 2022, l'Europe a importé quelque 63 millions de tonnes de charbon thermique, contre 45,2 millions sur la même période en 2021, selon les données maritimes collectées par Argus Media. Les grands gagnants : les producteurs en Colombie, en Afrique du Sud et aux États-Unis. Et l'Australie, qui s'est même ouvert une nouvelle route d'exportation vers l'Europe.

Malgré la flambée actuelle des cours, la roche sédimentaire reste pourtant l'énergie la plus accessible au monde. C'est le grand succès de l'agent charbon. « La matière amène la chaleur, le réfrigérateur et la communication aux populations défavorisées. Il n'y a pas de meilleur facteur de développement », soutient un trader qui a travaillé dans le secteur une quinzaine d'années.

L'Europe ne s'y est pas trompée. Partout, l'on s'échine à constituer des stocks de charbon pour un hiver qui s'annonce long et stratégique dans la politique de *containment* envers la Russie. « Ces six derniers mois, l'accent a été mis sur la sécurité énergétique. Le délai de mise hors service des centrales européennes sera probablement retardé », prédisait en mars déjà Alex Thackrah. Et c'est désormais chose faite en Allemagne.⁷⁰ Face aux difficultés, Berlin – qui prévoyait de se passer totalement du charbon d'ici à 2030 – a décidé en juin de relancer ses centrales à charbon. « L'incertitude règne, analyse Alex Thackrah. La tendance devrait se poursuivre au minimum encore deux hivers. L'horizon s'est réduit à la saison prochaine. »

C'est le groupe EPH, qui possède deux mines de lignite en Allemagne de l'Est et plusieurs centrales à charbon destinées au démantèlement⁷¹, qui devrait en profiter. De même que le

fisc zougois, canton dans lequel EPH a établi sa division commerciale EP Resources en 2019.⁷² Comme confirmé début août⁷³, les opérations vont être relancées dans deux de ses centrales à charbon. La première, Mehrum, située en Basse-Saxe allemande, avait été mise en veille fin 2021.⁷⁴ La seconde, Émile-Huchet, dans la région du Grand-Est français, devait être reconvertie, en partie dans la production d'hydrogène. « Heureusement que ces actifs existent encore », réagit Tomáš Novotný, responsable de la division dry bulk d'EPH et membre du conseil d'administration. « Si Poutine avait attaqué l'Ukraine trois ans plus tard, nous aurions été, sur le plan énergétique, quasiment esclaves de la Russie. Ce sont les bras dans lesquels nous a jetés le lobby gazier allemand. »

En mains du milliardaire Daniel Křetínský, le groupe tchèque EPH s'était un temps spécialisé dans le rachat à bas coûts de centrales est-européennes et françaises, dont celle d'Émile-Huchet. Ce qui lui avait valu de nombreuses critiques des ONG, mais aussi dans le secteur énergétique. Tomáš Novotný savoure la revanche : « Nous avons repris ces actifs que plus personne ne voulait pour les transformer en centrales modernes. On nous avait demandé de les démanteler dans les deux à trois ans, mais les autorités sont revenues vers nous pour nous demander d'assurer la sécurité énergétique. » EPH n'a cependant pas souhaité confirmer sa production de lignite ni communiquer sur sa part de charbon négociée pour le compte de tiers.

La Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Autriche et les Pays-Bas ont également pris des mesures pour relancer leurs centrales à charbon ou pour augmenter leur capacité. Cette liste n'est pas exhaustive.

SE SOUVENIR DES PROMESSES

Malgré la pression internationale, le secteur du charbon vit donc ses plus belles heures. Parmi les jusqu'au-boutistes, la multinationale Glencore a annoncé en juin 2022 que ses bénéfices devraient dépasser d'un milliard les prévisions – pour finalement atteindre les 3,7 milliards de dollars sur un seul semestre – en raison des excellents résultats dans le négoce de charbon.⁷⁵ Avec l'extraction (8,9 milliards de bénéfice), le commerce de charbon générera à lui seul davantage que tous les autres départements du groupe.⁷⁶ Sur une année standard, Glencore tire 10 à 15 % de ses bénéfices de la roche sédimentaire. Lorsque les cours mondiaux flambent, comme en 2022, cette part peut donc dépasser 50 %, ce qu'une éditorialiste du *Financial Times* définit comme « l'addiction mortifère de Glencore ».⁷⁷

En dépit de la grogne chez certains de ses investisseurs, le groupe a toujours refusé de se séparer de ses actifs miniers. En janvier 2022, il a au contraire racheté, pour 588 millions de dollars⁷⁸, les parts de ses associés BHP et Anglo American dans la mine colombienne Cerrejón, la plus grande mine d'Amérique latine. Peu avant son départ, Ivan Glasenberg avait déclaré que le nouveau patron de Glencore devait lui ressembler. Son vœu a été exaucé : Gary Nagle est comme lui un Sud-Africain blanc qui a bâti sa carrière sur le charbon. Celui qui est parfois surnommé « mini-Ivan » est par ailleurs issu des rangs de Glencore, où il était responsable depuis 2000 des actifs miniers. Comme Ivan avant lui.

« Que pensez-vous de vos projets de réduction de la production de charbon ? Que faudrait-il pour que vous retardiez la réduction de la production et, finalement, que vous fassiez des investissements pour donner au monde l'énergie dont il a besoin à court terme ? », l'interrogeait un analyste lors de la présentation des résultats semestriels de Glencore début août.⁷⁹ Face aux besoins énergétiques de la planète et à la manne financière qu'ils représentent, les préoccupations énergétiques et sociales semblent toutes avoir été reléguées au second plan. Ou, comme le formule le spécialiste de l'agence Bloomberg Javier Blas, « ESG is so, so, so yesterday » (les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, c'est totalement dépassé).

Pour les négociateurs de la COP26 qui disaient péremptoirement vouloir « reléguer le charbon aux livres d'Histoire », la tâche s'annonce plus difficile que prévue. La guerre en Ukraine et les menaces de black-out qui pèsent à nouveau sur les économies occidentales ont réveillé les vieux démons. « Personne n'est prêt à baisser son niveau de vie. Et qui ira dire aux Indiens ou aux Vietnamiens, qui aspirent à vivre comme nous, de ne pas miser sur ce qui a fait notre prospérité ? », lâchait en 2019 déjà la représentante d'une maison de négoce. Le problème, c'est que les énergies renouvelables sont encore loin d'assurer la relève. Alors chacun y va de son idée : le gaz natu-

rel liquéfié, l'hydrogène et même le nucléaire ; quitte à briser les tabous dans toute l'Europe continentale. « Le charbon est économiquement bon marché, mais politiquement onéreux », résume un trader de charbon.

CENTRALES LOW-COST

Dans une Europe qui ne connaît (pour l'essentiel) plus ce qu'est de l'extraire du charbon, on a donc redémarré les centrales. Ailleurs, on en a construit de nouvelles, à grands renforts de capitaux étrangers. Ainsi, dans le cadre de son grand projet One Belt One Road, la Chine – à travers ses banques de développement – finance la construction de centrales à charbon low-cost au Bangladesh, au Pakistan ou au Vietnam, parmi les pays où le charbon est appelé au plus bel avenir.⁸⁰ Ainsi, le Bangladesh prévoit d'augmenter la part du charbon dans son mix énergétique de 8% à 17% dans les prochains mois.⁸¹ « Cela me chagrime mais c'est le plus faible dénominateur commun qui règne sur ce marché, soutient un ancien trader. Les standards de sécurité sont fixés par ceux qui affichent les prix les plus bas. On cherche à produire de l'énergie au plus bas coût, ce qui aura un maximum d'impact sur notre environnement ».

(suite page 44) →



Initialement arrêtée le 31 mars 2022, la centrale française Émile-Huchet (région du Grand Est) se remet en marche et relance temporairement son activité pour répondre à la demande énergétique de la France. Le pays fait face à une crise énergétique avec plusieurs de ses centrales nucléaires en réparation et en raison du conflit en cours en Ukraine.

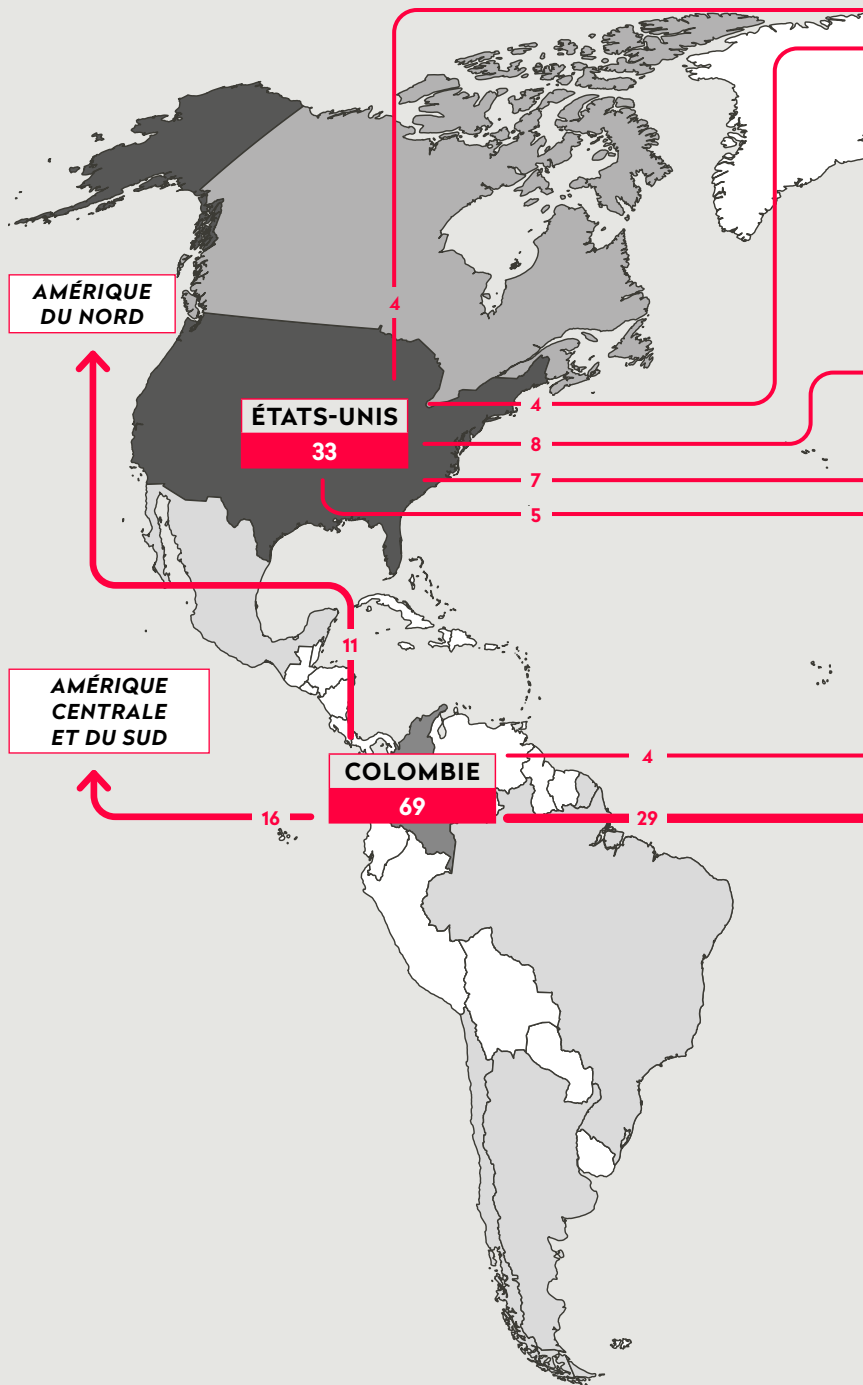
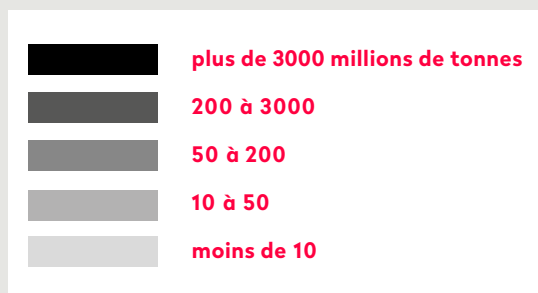
GRAPHIQUE 6 – PLUS GRANDS PAYS PRODUCTEURS DE CHARBON ET PRINCIPAUX FLUX COMMERCIAUX DU CHARBON THERMIQUE (CHIFFRES DE 2019, PRÉ-PANDÉMIE DE COVID-19)

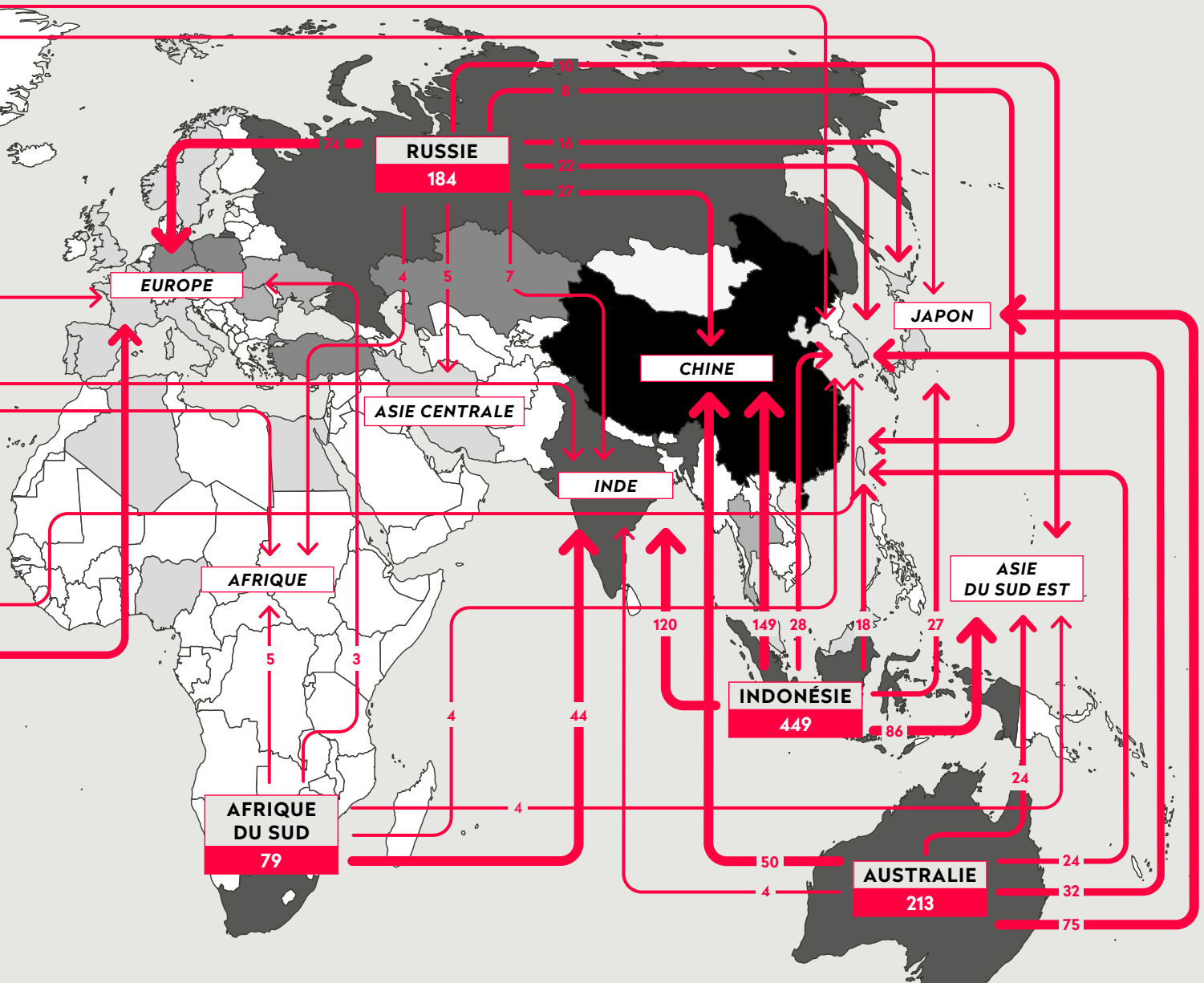
En 2019, 7885 millions de tonnes de charbon et de lignite ont été extraites à travers le monde. La Chine en produit à elle seule 3724 millions de tonnes (voir tableau ci-dessous).

PRINCIPAUX PAYS EXTRACTEURS DE CHARBON ET DE LIGNITE, EN MILLIONS DE TONNES (2019)

| | |
|----------------|------|
| Chine | 3724 |
| Inde | 775 |
| États-Unis | 641 |
| Indonésie | 601 |
| Australie | 504 |
| Russie | 441 |
| Afrique du Sud | 258 |
| Allemagne | 131 |
| Pologne | 112 |
| Kazakhstan | 105 |
| Turquie | 87 |
| Colombie | 84 |

Les pays sont colorés différemment en fonction du volume d'extraction.





En 2019, 1093 millions de tonnes de charbon thermique ont été échangées au niveau international. Bien que la Chine produise déjà elle-même une grande quantité de charbon, elle est également le plus grand pays importateur de charbon thermique avec 21%, suivie de l'Inde (17%) et du Japon (13%).

| | |
|---|---|
| PAYS EXPORTATEURS MIO. DE TONNES | Principaux flux d'exportation de charbon thermique Destination des exportations de charbon thermique |
| PAYS IMPORTATEURS | |

Ces « routes de la suie », comme les a surnommées le journaliste Mickaël Correia dans son livre *Criminels climatiques*⁸², promettent d'enfermer ces économies dans un environnement fortement carboné pendant des décennies encore, tout en faisant grimper le coût marginal de la recherche d'alternatives. « En Europe ou aux États-Unis, les centrales ont quarante ans de moyenne. En Asie, on trouve plus de 1400 GW de centrales [n.d.l.r., l'équivalent de la puissance de 1000 centrales nucléaires comme celle de Leibstadt (AG) ou 700 fois la puissance du barrage hydroélectrique de la Grande-Dixence (VS)] qui ont onze ans de moyenne d'âge. Elles sont loin d'être à la retraite. C'est le talon d'Achille de la bataille pour le climat », résumait dans le même ouvrage⁸³ Fatih Birol, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie.

Sur le Vieux Continent, on pourrait également citer les grands auteurs du vingtième siècle pour se remémorer des externalités négatives de la production et de la combustion du charbon. Ainsi Charles Dickens y allait de sa description dans sa nouvelle *Le magasin d'antiquités*⁸⁴ : « Au bord de la route, sur des remblais de cendres maintenus seulement par quelques mauvaises planches ou des débris de toits de poulaillers,

d'étranges machines s'agitaient et se tordaient comme des malheureux à la torture, faisant retentir leurs chaînes de fer, criant de temps à autre dans leur rapide évolution comme dans un supplice insupportable, et faisant trembler le sol du bruit de cette espèce d'agonie. »

Rien que pour la Suisse, les émissions « indirectes » générées par la production, le transport et la combustion du charbon des sociétés installées sur son territoire représentent près de 5,4 milliards de tonnes de CO₂ par an. De quoi convertir la Suisse en une gigantesque montagne de charbon fumante. C'est encore Charles Dickens qui décrit le mieux ces flocons de suie exportés par la place financière suisse : « La fumée tombe des tuyaux de cheminée, bruine molle et noire, traversée de petites pelotes de suie qu'on prendrait pour des flocons de neige portant le deuil du soleil ». ⁸⁵

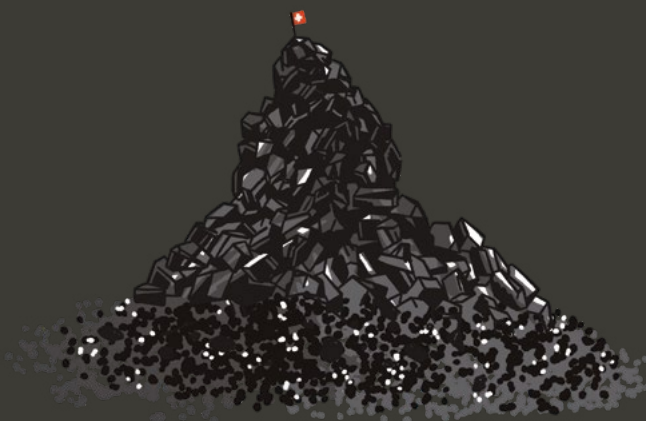
Pourtant, Lars Schernikau insiste : « Si l'on se débarrassait des énergies fossiles qui fournissent plus de 80 % de notre énergie totale, l'humanité ne mourrait pas pour autant. Mais le monde aurait une tout autre apparence ». Sur ce point, les écologistes lui donneraient probablement raison.



© Nicola Filippa Rósso/Bloomberg via Getty Images

El Cerrejón, la plus grande mine de charbon à ciel ouvert d'Amérique latine dans le nord-est de la Colombie. En janvier 2022, Glencore a racheté, pour 588 millions de dollars, les parts de ses associés BHP et Anglo American.

Pour un monde sans charbon



Le charbon est une énergie appartenant au passé. Il est l'agent le plus contaminant de la planète et ses lourdes externalités négatives sont rarement prises en compte dans son prix à la tonne. La construction de nouvelles centrales à charbon menace d'enfermer à long terme les pays émergents dans un cercle vicieux. Ce constat, ainsi que les mesures à mettre en place afin de décarboner la place financière suisse ne doivent pas détourner des efforts visant à réduire l'importation et la consommation d'énergies fossiles en Suisse.

L'INDUSTRIE DU CHARBON

- Doit immédiatement cesser d'extraire les variétés de charbon les plus polluantes comme le lignite.
- Les entreprises actives dans l'extraction et le commerce de charbon doivent présenter des mesures, crédibles et vérifiables par des acteurs indépendants, visant une sortie complète du charbon d'ici à 2030.

LE CONSEIL FÉDÉRAL ET LE PARLEMENT

- Doivent prendre des mesures pour un abandon complet du commerce de charbon, climaticide, d'ici à 2030.
- Doivent, dans l'intervalle, intégrer dans leurs objectifs et leur politique climatiques les émissions indirectes de CO₂ générées notamment par les négociants de charbon établis sur le sol suisse.
- Doivent établir dans la loi suisse un devoir de transparence pour les contrats et les paiements aux États producteurs pour le négoce de charbon, comme pour le reste du négoce de matières premières. Celles-ci doivent pouvoir être retracées jusqu'à leur origine.
- La Suisse doit se doter d'une instance de surveillance du secteur des matières premières qui aurait la possibilité de contrôler les sociétés et de sanctionner celles qui enfreignent la loi.

LE MONDE DE LA FINANCE

- Doit cesser les prêts aux sociétés actives dans le charbon qui n'ont pas mis en place un plan de sortie du charbon d'ici à 2030, avec des mesures crédibles et vérifiables par des acteurs indépendants.
- Aucune nouvelle centrale à charbon ne doit être financée.
- La Banque nationale suisse doit cesser d'investir dans toute entreprise produisant ou négociant du charbon.
- Les banques cantonales doivent s'engager à ne plus avancer de fonds aux sociétés actives dans le charbon, que ce soit via du financement transactionnel ou des prêts de type « *corporate loans* ».

Signez la pétition pour
que la Suisse abandonne
le commerce de charbon:
publiceye.ch/stop-charbon



Notes finales

- 1 Barbara Freese, *Coal, A Human History*, éd. Arrow Books, 2003.
- 2 Agence internationale de l'Énergie, « Coal Analysis and forecast to 2024 », 2021, consulté en ligne le 24.08.22.
- 3 Jean-Baptiste Fressoz, « Une histoire politique du CO₂ », conférence publique à la Maison de l'histoire de l'Université de Genève, consulté en ligne le 24.08.22.
- 4 Agence Internationale de l'Énergie, « Global CO₂ emissions rebounded to their highest level in history in 2021 », 08.03.2022, consulté en ligne le 24.08.22.
- 5 Javier Blas & Jack Farchy, *The World for Sale*, éd. Random House UK, 2021, pages 43 à 71.
- 6 Javier Blas & Jack Farchy, *The World for Sale*, éd. Random House UK, 2021, page 182.
- 7 Javier Blas & Jack Farchy, *The World for Sale*, éd. Random House UK, 2021, page 190.
- 8 Javier Blas & Jack Farchy, *The World for Sale*, éd. Random House UK, 2021, page 183.
- 9 Javier Blas & Jack Farchy, *The World for Sale*, éd. Random House UK, 2021, pages 186-187.
- 10 Charles-François Mathis, *La civilisation du charbon*, éd. Vendémiaire, 2021, pages 26-27.
- 11 Action de Carême, « La Suisse, pays du charbon », juillet 2019, page 5.
- 12 Barbara Freese, *Coal, A Human History*, éd. Arrow Books, 2003, pages 6-7, 64-65, 100-101.
- 13 Barbara Freese, *Coal, A Human History*, éd. Arrow Books, 2003, page 96.
- 14 Barbara Freese, *Coal, A Human History*, éd. Arrow Books, 2003, pages 152-153.
- 15 Barbara Freese, *Coal, A Human History*, éd. Arrow Books, 2003, page 184.
- 16 Coal Week International, « The World is Hungry for Coal, Glencore says », août 2011, cité dans Javier Blas & Jack Farchy, *The World for Sale*, éd. Random House UK, 2021, page 188.
- 17 Glencore, « Energy: Coal », consulté en ligne le 24.08.22.
- 18 Swissinfo/Bloomberg, « Mining Giant Glencore Strikes One of Japan's Most Expensive Ever Coal Deals », 27.07.22, consulté en ligne.
- 19 Neil Hume, David Sheppard & Henry Sanderson, « Glencore vows to cap global coal production », *Financial Times*, 20.02.2019, consulté en ligne le 24.08.22.
- 20 Lars Schernikau, *Economics of the International Coal Trade – Why Coal Continues to Power the World*, éd. Springer, 2016 (2^e édition).
- 21 Adrià Budry Carbó & Agathe Duparc, Public Eye, « La Suisse, centrale à charbon de Poutine ».
- 22 Moneyhouse, MIR Trade AG, consulté en ligne le 24.08.22.
- 23 BP – Statistical Review data, « Coal prices: from 1988 », consulté en ligne le 24.08.22.
- 24 Laurence Walker, « Russia's Suez coal traders (join Telf over Dubai move) », Montel, 23.09.22, consulté en ligne le 26.09.22.
- 25 Mercuria, « Dry Bulk Commodities », consulté en ligne le 24.08.22.
- 26 Mercuria, communiqué de presse, 17.11.2010, consulté en ligne le 04.07.22.
- 27 Mercuria, communiqué de presse, « Canyon Coal, Mercuria Energy Open New Mine in South Africa », 02.11.2018, consulté en ligne le 04.07.22.
- 28 Friends of the Earth International, « A Deadly Ring of Coal: Vale's poisoned gift to Mozambique », consulté en ligne le 11.03.2022.
- 29 Vale, Communiqué de presse, « Vale announces the sale of its coal assets », 21.12.2021, consulté en ligne le 04.07.22.
- 30 Moneyhouse, Adani Global (Switzerland) Sàrl, consulté en ligne le 24.08.22.
- 31 *The Policy Times*, « Adani Group's Carmichael mine in Australia produces the first coal », 11.10.21, consulté en ligne le 24.08.22.
- 32 *The Policy Times*, « Adani Group's Carmichael mine in Australia produces the first coal », 11.10.21, consulté en ligne le 24.08.22.
- 33 Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics KBOB, « Données écobilans dans la construction », 06.04.2022, consulté en ligne le 18.08.22.
- 34 Niels Jungbluth & Christoph Meili, « Étude pilote pour l'analyse des impacts environnementaux des matières premières commercialisées en Suisse », Esu-Services, 2018, consulté en ligne le 18.08.22.
- 35 Lars Schernikau, *Economics of the International Coal Trade – Why Coal Continues to Power the World*, éd. Springer, 2016 (2^e édition), page 274.
- 36 *Hellenic Shipping News*, « Global seaborne coal trade in 2021 to grow more than 5 % after 2020 slump: Assocarboni », 12.05.21, consulté en ligne le 24.08.22.
- 37 IEA, « Coal 2021 – Analysis and forecast to 2024 », page 32.
- 38 Bernhard Kislig, *Tages-Anzeiger*, « Axpo handelt in grossem Stil mit Gas und Öl », 24.09.22, consulté en ligne le 26.09.2022 (accès payant).
- 39 Traffigura, 2021 « Sustainability Report », 25.01.21, consulté en ligne le 17.08.22.
- 40 Pain Pour le Prochain, « Vitol and coal trading: Challenges of human rights due diligence in the supply chain », août 2015, page 11.
- 41 Vitol, rapports site Web, voir www.vitol.com/what-we-do ou www.vitol.com/vitol-2021-volumes-and-review, consultés le 04.07.22.
- 42 MC Mining Limited, « 2021 Annual Report », page 119, consulté en ligne le 04.07.22.
- 43 Glencore, « Coal: current operations », consulté en ligne le 24.08.22.
- 44 Duferco a évolué au fil des ans. La société s'est restructurée et s'est scindée en deux entités séparées basées au Luxembourg: l'une, DITH, 255 millions de dollars US de bénéfice net en 2021, contrôlée aujourd'hui par le géant chinois Hesteel; l'autre, Duferco Participations Holding, aux mains de son fondateur Bruno Bolfo. Sa société holding personnelle, la luxembourgeoise BB Holding Investment, a enregistré un bénéfice net record de 440 millions de dollars en 2021, selon les données disponibles au registre du commerce du Luxembourg.
- 45 À l'image de DXT Commodities (commerce de gaz et de GNL: www.dxtcommodities.com) et Nova Marine Carriers (fret maritime: www.novamarinecarriers.com).
- 46 Evraz, communiqué de presse, « Bruno Bolfo Resigns from Evraz's Board », 23.10.2006, consulté en ligne via Wayback Machine le 10.10.22.
- 47 Silvia Antonioli et Jonathan Saul, « Carbofer trading, shipping arms declared bankrupt », Reuters, 15.06.2012, consulté en ligne le 10.08.22.
- 48 Antonella Scott, « Il carbone e la neve: Storia di una miniera italiana in Siberia », 24+, 25.01.20, consulté en ligne le 10.08.22.
- 49 Coelerici, Communiqué de presse, « Una nuova energia per un mondo in costante evoluzione », consulté en ligne le 10.08.22.
- 50 Moneyhouse, Telf AG, consulté en ligne le 24.08.22.
- 51 Registre du commerce britannique, TELF B. & T. UK LIMITED, consulté en ligne le 29.08.22.
- 52 Lire aussi TELF AG, consulté en ligne le 10.08.22.
- 53 Kate Beioley, « SFO largely cleared of wrongdoing after UK court battle with ENRC », *Financial Times*, 16.05.22, consulté en ligne le 10.08.22.
- 54 Pratima Desai, Zandi Shabalala & Tom Daly, « Swiss-based trader Telf to sell ERG's cobalt in 3-yr deal », Reuters, 11.01.2021, consulté en ligne le 10.08.22.
- 55 Serious Fraud Office (UK), Case Information, ENRC Ltd, 11.11.2014, consulté en ligne le 10.08.22.
- 56 *Africa Intelligence*, « Qui est Telf, trader du cobalt de Metalkol, projet d'ERG qui associe Dan Gertler? », 16.02.21, consulté en ligne le 29.08.22.

- 57 ERG, lenoblast.bezformata.com 09.11.20 – ТТНГ отправил первый Capex-size с углем в Индию, 10.11.20, consulté [en ligne](#) le 29.08.22. Ou voir par exemple l'accord commercial liant les deux entreprises sur le marché du cobalt, Pratima Desai, Zandi Shabalala & Tom Daly, « RPT- Swiss-based trader Telf to sell ERG's cobalt in 3-yr deal », Reuters, 11.01.21, consulté [en ligne](#) le 29.08.22.
- 58 Après la mort d'Alijan Ibragimov le 3 février 2021, son siège a été attribué à son fils Shukhrat qui réside aussi en Suisse. Source : Eurasian Resources Group S.à.r.l, « Annual Reports and Accounts 2021 », page 42.
- 59 « L'Accord de Paris, les coulisses de la COP21 », Youtube, 22.05.16, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 60 United Nations Climate Change, « Qu'est-ce que l'Accord de Paris ? », 03.07.2018, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 61 Office fédéral de l'environnement (OFEV), « L'accord de Paris sur le climat », 21.08.2018, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 62 Office fédéral de l'environnement (OFEV), « L'Accord de Paris sur le climat », 21.08.2018, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 63 Reclaim Finance, newsletter, « Japan's megabanks: no net-zero banking ambition », 24.08.22, consulté [en ligne](#) le 25.08.22.
- 64 Lucie Pinson, citée dans Micaël Correia, *Criminels Climatiques*, éd. La Découverte, 2022, page 106.
- 65 RTS: *le 19h30*, Simonetta Sommaruga sur la COP26: « On a affaibli le texte. J'étais très fâchée », 15.11.21, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 66 Thomas Biesheuvel & Jack Farchy, « Citi and Trafigura Are Pitching 'Coal to Zero' Mining Vehicle », Bloomberg, 06.05.21, consulté [en ligne](#) le 05.07.22.
- 67 Ben Dummert & Joe Wallace, « Investors Balk at Plan to Buy Coal Mines and Close Them », *The Wall Street Journal*, 18.12.21, consulté [en ligne](#) le 10.08.22.
- 68 Our World in Data, « Energy Mix », consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 69 Agence internationale de l'énergie, « Coal-Fired Power: Tracking Report », novembre 2021, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 70 Delphine Nerbollier, « L'Allemagne face au dilemme de relancer des centrales à charbon », *Le Temps*, 20.06.22, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 71 Delphine Nerbollier, « L'Allemagne face au dilemme de relancer des centrales à charbon », *Le Temps*, 20.06.22. 20.06.22, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 72 EP Resources, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 73 Benjamin Wehrmann, « First hard coal 'market returnee' power plant ready to replace gas in supply crisis », *Clean Energy Wire*, 01.08.22, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 74 Benjamin Wehrmann, « First hard coal 'market returnee' power plant ready to replace gas in supply crisis », *Clean Energy Wire*, 01.08.22, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 75 Glencore, « Glencore trading update », 17 juin 2022, consulté [en ligne](#) le 04.07.22.
- 76 Tom Wilson, « Glencore posts record \$18.9 bn profit as coal enjoys a renaissance », *Financial Times*, 04.08.22, consulté [en ligne](#) le 18.08.22.
- 77 Helen Thomas, « Glencore's 'deadly addiction' will keep causing problems », *Financial Times*, 19.04.21, consulté [en ligne](#) le 17.10.22.
- 78 Glencore, communiqué de presse, « Glencore completes acquisition of Cerrejón », 11.01.22, consulté [en ligne](#) le 24.08.22.
- 79 L'anecdote est issue de : Javier Blas, « ESG Is So, So, So Yesterday: Elements by Javier Blas », *Bloomberg Opinion*, 05.08.22, consulté [en ligne](#) le 11.08.22.
- 80 Micaël Correia, *Criminels climatiques*, éd. La Découverte, 2022, pages 100–101.
- 81 S&P Global Commodity Insights, « Bangladesh to lean on more coal than natural gas in power generation to curb costs », consulté [en ligne](#) le 18.10.22.
- 82 Micaël Correia, *Criminels climatiques*, éd. La Découverte, 2022, pages 100–101.
- 83 Micaël Correia, *Criminels climatiques*, éd. La Découverte, 2022, page 101.
- 84 Charles Dickens, *Le magasin d'antiquités*, Chapman & Hall London, 1841.
- 85 Charles Dickens, *Bleak House*, 1853, cité dans *La civilisation du charbon*, page 36.

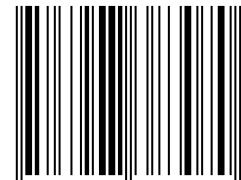
L'ÉCOSYSTÈME DE LA SUISE

Dans l'imaginaire collectif occidental, le charbon reste associé aux travers de la Révolution industrielle, à un prolétariat en haillons couvant la révolte. Dénué du glamour et des intrigues géopolitiques de son cousin le pétrole, le charbon est encore perçu comme une énergie du siècle passé. Détrompez-vous. Ce petit « concentré de soleil », enfoui par des millions d'années, n'aura en réalité jamais été autant extrait, transporté et consommé qu'en 2022, dépassant la limite historique des huit milliards de tonnes. À lui seul, le charbon est responsable de près de la moitié de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂).

Et la Suisse – avec ses groupes miniers, ses négociants et ses banques – tient un rôle central dans le commerce mondial du charbon. C'est ce que révèle notre rapport *La Suisse sur sa montagne de charbon*, fruit d'une année d'enquête et de contacts privilégiés avec un secteur par nature méfiant, car mis au ban de la société. La guerre en Ukraine et le consécutif désordre sur les marchés énergétiques ont pourtant rappelé notre dépendance à la plus polluante des énergies fossiles. Il revient désormais à notre génération d'agir pour reléguer le charbon aux livres d'Histoire. Cela ne se fera pas sans sacrifices pour la place suisse des matières premières.



ISBN 978-3-907383-07-0



9 783907 383070 >

L'ONG Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises à l'étranger. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, Avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne, Tél. +41 (0)21 620 03 03
contact@publiceye.ch, compte de dons IBAN CH64 0900 0000 1001 0813 5

publiceye.ch

[@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse) [@PublicEyeSuisse](https://facebook.com/PublicEyeSuisse) [@publiceye.ch](https://instagram.com/publiceye.ch)



Agir ici pour
un monde
plus juste

Public Eye